

Sixième Année. Nos 7 & 8. Juillet-Août 1915

Ligue Française Antimaçonnique

Le cardinal Serafino Vannutelli, doyen du Sacré Collège, est décédé à Rome, dans la nuit du 18 août, à l'âge de 81 ans.

C'était une des figures les plus vénérées du monde ecclésiastique romain et sa mort a causé d'unanimes regrets.

Ancien nonce à Bruxelles, le cardinal Serafino Vannutelli avait manifesté à plusieurs reprises sa sympathie pour la Belgique au milieu des tragiques événements actuels.

Il était le frère aîné du cardinal Vincenzo Vannutelli. Ce dernier, qui a toujours suivi avec une grande bienveillance les travaux de la *Ligue Française Antimaçonnique*, a daigné répondre par la lettre suivante aux condoléances que notre vice-président lui avait exprimées, au nom de notre Conseil Central, pour la mort de son illustre et regretté frère :

Rome, Palais de la Daterie, 28 août 1915.

Très reconnaissant au Conseil Central de la Ligue Française Antimaçonnique *de la part que ses membres ont bien voulu prendre à mon grand deuil, je prie Messieurs du Bureau d'agréer mes remerciements, et de se faire les interprètes de ma gratitude auprès de leurs collègues, et surtout auprès de M. le Président qui est au front.*

Dans ma douleur profonde pour la perte d'un frère si aimé, la démarche de la Ligue a été pour moi un vrai réconfort. Prions tous ensemble.

† Vincent, Cardinal Vannutelli.

LE CAPITAINE DE LA BOULAYE.

Nous sommes heureux de mettre sous les yeux de nos lecteurs le texte des citations à l'ordre du jour de l'Armée dont notre président, le capitaine René de La Boulaye, a été l'objet, à la suite de sa belle conduite à Notre-Dame de Lorette et à Souchez :

Pour la prise de la chapelle de Notre-Dame de Lorette :

« M. Lefebvre de La Boulaye (E. E. R.), capitaine de « réserve au 21e régiment d'infanterie, a été nommé dans « l'Ordre de la Légion d'Honneur au grade de chevalier.

« Venu tout récemment de la cavalerie pour servir dans « l'infanterie, a montré à tous les sentiments élevés d'abné- « gation dont il est animé. Le 12 mai 1915, chargé avec sa « compagnie de se mettre à la tête de l'attaque, a montré « une décision et un courage remarquables. Au prix de lourds « sacrifices, a atteint le but fixé et a maintenu héroïquement « le terrain conquis, sous un bombardement des plus vio- « lents ».

Du fait de cette citation à l'ordre du jour, dont on appréciera les termes exceptionnellement élogieux, le capitaine René de La Boulaye a reçu la Croix de Guerre avec palme.

Nous avons dit que, dès le mois suivant, notre vaillant ami avait renouvelé son exploit dans des circonstances particulièrement glorieuses. Le texte officiel nous donne le récit de cette deuxième affaire, que la modestie du capitaine de La Boulaye ne lui avait pas permis de nous signaler :

Citation à l'ordre de l'Armée pour les attaques de juin :

« Le capitaine de réserve Lefebvre de La Boulaye (E. E. R.), « du 21e régiment d'infanterie.

« Le 16 juin, à Lorette, commandant les deux compagnies « de première ligne de son bataillon à l'attaque d'une posi- « tion, les a conduites avec un magnifique élan, sous un « feu violent d'artillerie lourde, et a enlevé deux lignes de « tranchées ennemies. A organisé avec sang froid le terrain

« conquis et s'y est maintenu malgré un bombardement « intense. »

En outre de cette deuxième citation à l'ordre du jour de l'Armée, le capitaine de La Boulaye a été proposé pour le grade de chef de bataillon.

Tous les amis de la *Ligue Française Antimaçonnique* s'associeront à la joie que nous cause la magnifique conduite de notre président.

*
* *

Notre vaillant ami Ernest Malibran de Santibanez, à peine rétabli de la première blessure reçue en Champagne, dans des conditions qui lui ont valu la Croix de Guerre, a été de nouveau blessé par un éclat d'obus.

Il est soigné à Alençon, et, aux dernières nouvelles, comptait retourner très prochainement au front.

*
* *

Le secrétaire de la section d'Avignon de la *Ligue Française Antimaçonnique*, M. le capitaine Carré, qui commande une batterie du 38e régiment d'artillerie, a été assez sérieusement blessé au cours des derniers combats.

Il vient d'être cité à l'ordre du jour de l'Armée et de recevoir la Croix de Guerre.

Nous lui souhaitons prompt rétablissement.

*
* *

M. l'abbé de Vauplane, fils de notre grand ami M. Berlier de Vauplane, l'éminent avocat de Tours, vient d'être blessé glorieusement en Champagne.

Aumônier volontaire, l'abbé de Vauplane a été atteint aux deux cuisses par une balle. Blessure qui, heureusement, n'a pas occasionné de fracture.

*
* *

Nous avons rendu compte, dans notre premier numéro de l'année 1915, de la mort glorieuse du président de notre

section de Tours, le colonel Georges Monnier, frère de S. G. Mgr l'Evêque de Troyes, mortellement frappé au combat de Vaubécourt.

Notre regretté ami vient d'être cité, dans les termes ci-après, à l'ordre du jour de l'Armée :

« Monnier (Georges), lieutenant-colonel de réserve au « 31e d'artillerie : officier ayant fait preuve en de nombreuses « circonstances d'une bravoure et d'un calme exceptionnels. « A été très grièvement blessé au moment où, sous un feu « particulièrement intense, il allait de batterie en batterie se « rendre compte des tirs exécutés, en donnant l'exemple du « sang-froid. Est mort des suites de sa blessure. »

La Croix de Guerre avec palme sera remise à la famille du colonel Monnier.

*
* *

C'est avec beaucoup de peine que nous avons eu confirmation définitive de la mort au champ d'honneur d'un de nos meilleurs amis de Limoges, le commandant Mourier de Lalonde.

Chef de bataillon en retraite, le commandant de Lalonde avait repris du service au début de la guerre; il commandait un bataillon du 138e d'infanterie, de Bellac.

Un de ses subordonnés, blessé à ses côtés, a fait de sa mort le récit suivant :

Nous prîmes contact avec l'ennemi près de P... (Belgique). J'entends un cri : *En avant, à la baïonnette et le front haut!* C'est notre commandant qui fonce sur l'adversaire, le bouscule et prend le village. La journée fut chaude : un grand nombre de Prussiens restèrent sur le champ de bataille. Le 3 septembre, nous creusons des tranchées. Le commandant nous encourage, nous félicite. Et cette voix, qui sait nous commander, fait passer des étincelles dans nos veines. Soudain débouche l'infanterie ennemie. De nouveau le Lebel crépite et de nouveau, semblables aux épis sous la faux, les Allemands mordent la poussière.

Le 24 septembre, l'aube blanchissait et le jour commençait à poindre. Déployé en tirailleurs, notre 3e bataillon dans une ardeur folle, s'élançait : l'artillerie allemande faisait rage. Comme un leit motiv, la voix de notre commandant répétait toujours : « En avant, mes enfants, le front haut! » Sous notre pesée formidable, soutenue

par le feu des 75, l'ennemi abandonne le terrain. La victoire nous coûta cher ! Le commandant Mourier de Lalonde, frappé en pleine poitrine, s'affaisse et perd son sang en abondance. Deux hommes se précipitent et s'apprêtent à le relever.

« Laissez, dit-il, je suis bien touché... Je vais mourir ». On l'emporte à l'arrière. Il entend les paroles consolatrices, et, quelques minutes après, il consommait le sacrifice qu'il offrait à la France : sa vie.

Le commandant Mourier de Lalonde repose au cimetière de Puysieulx, à quelques kilomètres de Reims.

Nous adressons à sa famille l'expression de nos condoléances émues.

*
* *

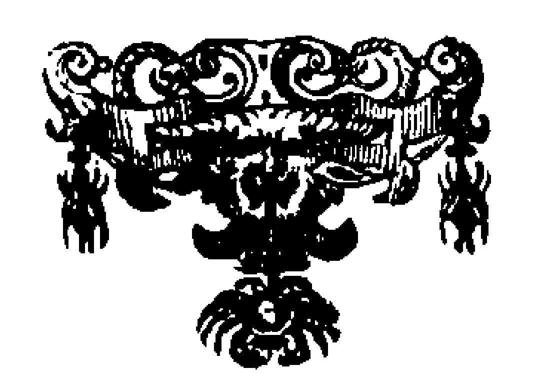
Nous apprenons avec regret que notre ami M. JOSEPH TOITOT, membre du Bureau Antimaçonnique International pour la Suisse, a été assez sérieusement blessé au cours des derniers combats de Champagne.

Il est soigné à Bayonne, à l'hôpital auxiliaire, n° 20, salle 24.

*
* *

Un de nos excellents ligueurs de l'Indre, M. JOSEPH-ELIE GOBERT, blessé au cours des combats d'Artois, est soigné à Doullens (Somme).

Nos vœux de prompt rétablissement.





OBSERVATIONS

SUR LES PREMIÈRES PHASES DE LA CAMPAGNE 1914-1915

I

Le secret est une des conditions indispensables de succès pour les opérations militaires. De nombreux exemples historiques en prouvent la nécessité, et montrent aussi les conséquences graves qui peuvent résulter de la moindre indiscrétion. Il est donc naturel que le silence le plus sévère soit gardé sur les intentions du commandement comme sur les opérations en cours d'exécution; ce silence doit même être prolongé plus longtemps qu'il ne semblerait nécessaire à première vue, à cause de l'enchaînement des mouvements, qui permet souvent aux spécialistes d'échafauder des déductions rationnelles et de conclure du passé au futur.

Il ne faut cependant pas d'exagération. Autrement, on donnerait lieu de supposer que les raisons du silence gardé sont plus politiques que militaires, et que son but est, avant tout, de couvrir des actes d'arbitraire et de les soustraire à tout contrôle.

En prononçant ce mot, je ne songe nullement à l'opinion publique, foncièrement incompétente, mais aux hommes en situation de juger, ainsi qu'aux historiens futurs, dont la tâche sera tout particulièrement scabreuse, les pièces officielles n'étant, la plupart du temps, que le travestissement de la vérité. D'autre part, les documents originaux manqueront souvent. Beaucoup, en effet, seront égarés, sinon soustraits. Ajoutons qu'une des caractéristiques de la guerre actuelle est la multiplicité des ordres donnés

par téléphone. Il faudra faire de larges emprunts aux lettres et mémoires particuliers, aux carnets de campagne tenus par certains acteurs du drame, et aux autres pièces privées qui verront le jour, les contrôler les uns par les autres, et se livrer à une stricte vérification des comptes-rendus officiels, si l'on veut arriver à faire œuvre exacte et impartiale.

La relation générale des événements jusqu'à la bataille de la Marne, parue en décembre 1914 dans le *Bulletin des Armées*, ne doit donc pas être acceptée les yeux fermés comme l'Evangile de la guerre. On ne peut mettre en doute l'ensemble des événements qu'elle expose ; le mensonge, à cet égard, serait impossible : c'est la présentation des faits qui doit être examinée de près. Si minutieuses que soient les précautions prises, il filtre assez de lueur entre les lignes de ce document pour qu'on puisse, çà et là, poser à nos dictateurs et à leurs acolytes plus d'une question embarrassante. On ne saurait, en général, aller au-delà, car le silence gardé sur les points les plus importants enlève toute base à une critique approfondie. La discussion doit donc être ajournée, et l'on ne peut, pour le moment, qu'indiquer les points sur lesquels devra porter l'examen des juges appelés, par la politique et par l'histoire, à établir les responsabilités effectives ou simplement morales.

Nous avons eu, dès le début de la guerre, des chances inespérées, et, il faut le dire, providentielles. L'ennemi a entassé fautes sur fautes. *Dementat perdere quos vult*, a été le cri général à propos des Allemands. Jamais, en effet, on n'a gâché plus à plaisir une situation plus avantageuse.

La guerre était inévitable et tout homme informé, en France, n'avait que trop de raisons d'en redouter l'issue. L'armée affaiblie moralement et matériellement dans son commandement, dans sa discipline, dans son instruction, même en dépit du travail accompli depuis le premier ministère Millerand, le déficit en approvisionnements de toute nature, notamment en munitions, les conséquences de la loi de 1905, que le retour aux trois ans de service actif n'avait pu encore que pallier, tout concourait à nous mettre en état de grave infériorité vis-à-vis de l'adversaire. Depuis 1911, la menace était constante. Pendant les deux ans qui suivirent, comme dans la période précédente, déjà difficile, le gouvernement n'avait écarté l'orage qu'en cédant, tactique périlleuse dont le seul résultat

était d'enhardir l'ennemi en nous affaiblissant. La troisième année, l'imminence du danger fit adopter, de si mauvaise grâce que ce fût, l'unique solution rationnelle. Mais la politique vicia cette solution par des mesures de détail regrettables, dont la principale fut le renvoi de la classe 1910 et son remplacement au moyen de l'appel prématuré de la classe 1913, incorporée presque en même temps que sa devancière. Le résultat de ce renvoi fut la création d'une période — le semestre dangereux — où nous n'avons disposé, pour l'armée active, que d'une seule classe instruite. Pendant tout ce semestre, l'anxiété des Français clairvoyants fut au comble. Jamais plus belle occasion ne fut offerte aux Allemands. Et s'ils ne l'ont pas saisie, c'est qu'en vérité leur gouvernement ne voulait pas la guerre — à ce moment du moins.

Il supposait, selon toute vraisemblance, que, la politique de parti reprenant le pas sur l'intérêt général, la prolongation du service militaire ne serait pas maintenue ; que, sous l'influence de Jaurès et de son groupe, nous inclinerions de plus en plus vers le système des milices, alors que la force de l'armée allemande continuerait à s'accroître ; enfin, que le développement de la flotte allemande s'accentuant toujours, la lutte contre la marine anglaise pourrait, avant peu d'années, offrir des chances favorables. L'intérêt de l'Allemagne était donc d'attendre, et il concordait avec l'intérêt de nos politiciens républicains, qui ne craignaient rien tant que la guerre, quelle qu'en dût être l'issue. Dans ces conditions, le conflit avait des chances sérieuses d'être encore retardé, malgré les préparatifs toujours accrus de l'Allemagne. Tout au plus craignait-on qu'il n'éclatât en automne, c'est-à-dire au moment où l'armée allemande, renforcée par suite des mesures votées au printemps par le Reichstag, se trouverait en face de l'armée française appauvrie d'une classe exercée.

Pourquoi le gouvernement allemand a-t-il changé d'avis et provoqué une explosion prématurée ? Qu'il ait été débordé par le mouvement pangermaniste, l'explication n'est pas suffisante pour un pays où l'on sait maîtriser l'opinion, quand on ne la fait pas. Il est possible que notre situation intérieure, mal appréciée par lui, ait précipité sa décision. Nos embarras financiers, l'attitude de la nouvelle Chambre, la décomposition sociale déduite de l'affaire Caillaux, enfin les révélations du sénateur Humbert sur notre

manque de préparation technique, lui ont peut-être paru des garanties de succès. Dans cette hypothèse, il négligeait une des plus évidentes leçons de notre histoire ; la communauté du danger refit instantanément l'union parmi les Français. Notre manque de préparation n'était que trop réel sur certains points d'importance majeure, mais si nous n'étions pas en état de vaincre définitivement dès l'abord, nous nous trouvions cependant, l'événement l'a prouvé, en mesure de résister et de gagner, par le dévouement de tous, le temps nécessaire au complément de notre organisation et de nos préparatifs. Il est croyable aussi que le gouvernement allemand escomptait un nouveau recul de la part du nôtre — il n'y était que trop habitué — ; et peut-être allait-il jusqu'à envisager l'abandon de la Russie par le ministère français.

Si cette éventualité s'était produite, les Allemands auraient fait un coup de maître ; nous nous serions mis nous-mêmes au ban de l'Europe et personne n'aurait levé le doigt en notre faveur le jour, qui n'aurait pas tardé, du châtiment naturel de cette honteuse abdication. Malgré tout ce que nous étions fondés à craindre, elle ne se produisit heureusement pas. Carthage avait cédé à toutes les sommations de Rome sans réussir à désarmer son implacable ennemie ; le gouvernement républicain, devant la perspective de sombrer avec la France, préféra la laisser se sauver. Si l'Allemagne a réellement joué cette carte, elle s'est prise à son propre piège. Trop avancée pour reculer, elle a jeté les dés, se fiant à la supériorité de sa préparation et à la soudaineté de son attaque. Au point de vue militaire seul, elle n'avait pas tort, et la preuve est qu'elle a failli réussir. Mais, par bonheur, elle accumula les fautes politiques. L'alliance italienne ne joua pas : on aurait pu le prévoir, puisque le motif de la guerre était en dehors du *Casus fœderis*, et que l'Italie, en tout état de cause, devait se trouver peu disposée à favoriser le développement de la puissance autrichienne dans la péninsule balkanique. Par contre, l'injustifiable violation de la neutralité belge emporta les dernières hésitations de l'Angleterre. L'Allemagne y perdit immédiatement la liberté de la mer. D'autre part, malgré sa faiblesse, l'armée belge, en imposant aux opérations préliminaires un retard appréciable, fit échouer un plan dont la rapidité d'exécution était la première condition de succès.

Nous eûmes ainsi dans notre jeu des atouts imprévus. En outre,

la prolongation des négociations nous permit de prendre les précautions indispensables à la protection de la mobilisation et de la concentration. Quand la situation devint alarmante, le service de de garde des voies de communication fut installé, et les transports de couverture furent commencés avant l'ordre de mobilisation. Celle-ci put ainsi s'effectuer normalement ; il en fut de même, un peu plus tard, de la concentration. Ainsi fut dissipé un de nos principaux sujets d'inquiétude. On avait toujours craint, non sans raison, des entraves sérieuses à l'une et à l'autre de ces deux opérations capitales, soit du fait de l'ennemi, qui avait préparé de de longue main une organisation formidable révélée par le livre de Daudet, l'*Avant-Guerre*, soit du fait des socialistes anarchistes, qui ne bougèrent pas, grâce aux mesures énergiques ordonnées, notamment par le général Galliéni à Paris. Nos craintes se trouvèrent donc sans objet ; ce fut une nouvelle chance providentielle.

Il faut reconnaître que l'Allemagne n'avait pas perdu de temps. Sa mobilisation était achevée avant que l'ordre officiel ne fut publié, de sorte qu'elle gagna, pour sa concentration, le temps correspondant, réalisant ainsi une avance qu'elle put ajouter à l'avance normale de deux ou trois jours qu'elle avait sur nous, toutes choses restant égales. Ce fait, qui ne pouvait être ignoré du gouvernement français, devait être pris en considération pour le choix du plan de concentration à exécuter, car le retard qui en résultait pour nous ne nous permettant plus l'initiative des opérations, nous ne pouvions songer, pour le début de la guerre, qu'à la défensive stratégique.

II

La situation ainsi définie, une première question se pose : Pourquoi la concentration de nos forces a-t-elle été effectuée à peu près à la façon de 1870, c'est-à-dire presque uniformément le long de la frontière ?

Les cinq armées primitives s'étendaient, en effet, de la Suisse jusque vers la trouée de Chimay : la première dans les Vosges, la deuxième vers Nancy, la troisième en avant de Verdun, la quatrième, la plus forte, un peu en arrière, sur la rive gauche de la Meuse, la cinquième, vers la frontière belge, prête à donner la main au corps expéditionnaire anglais.

Nous ne pouvions songer à l'offensive, c'est entendu. Mais, dans la défensive stratégique, la densité de groupement doit-elle être uniforme? Ne faut-il pas se réserver une masse prête à la manœuvre, pour déjouer celles de l'ennemi? Et, quand on peut se rendre compte des projets de l'adversaire, n'en résulte-t-il pas une indication pour la disposition des armées?

On a essayé — faiblement — s'expliquer notre concentration en parlant du projet de l'Etat-Major de prendre l'offensive en Lorraine. Je viens de donner la raison — un retard de six jours — qui ne nous permettait pas de le faire efficacement. Mais, tout imposée que nous fût au début la défensive, n'était-il pas possible de lire dans le jeu de l'ennemi?

Depuis longtemps, les milieux militaires s'étaient préoccupés de la violation possible de la neutralité de la Belgique. Dès le 2 août, ce n'était plus une supposition, puisque l'Allemagne avait lancé son *ultimatum* au gouvernement belge. La situation devenait claire : les Allemands se proposaient d'envahir la France en suivant la ligne la plus courte, la vallée de l'Oise. Leur effort principal serait évidemment prononcé suivant cette direction ; c'est de ce côté qu'il fallait leur opposer la plus sérieuse résistance. Le cas avait été envisagé, avec les autres cas possibles. Parmi les différents plans de concentration préparés à l'avance, quelle raison a empêché de choisir le plan correspondant à l'hypothèse devenue réalité? Sommes-nous en présence d'une simple décision de l'Etat-Major, où d'un acte gouvernemental?

Un communiqué officiel du 24 mars 1915, répondant à un article du général de Bernhardi, affirme qu'on a introduit des variantes après la demande d'appui faite le 4 août par le gouvernement belge. La 2e armée étendit son action jusqu'aux environs de Verdun; la 4e s'intercala entre la 3e et la 5e; les 18e et 19e corps, deux divisions d'Algérie et la division marocaine furent portés dans la région Mézières-Hirson. Le corps de cavalerie reçut, le 6, l'ordre de pénétrer en Belgique; enfin, l'armée anglaise se concentra, du 16 au 24 août, en arrière de Maubeuge.

Ces affirmations sont à préciser. Les transports de concentration ne commencèrent que le 5 août, une fois la mobilisation terminée. Ils s'effectuèrent en deux séries, du 5 au 12 et du 13 au 18. La première correspond sans doute à la disposition initiale des armées

indiquée plus haut ; la deuxième, en outre des mouvements correspondant à la disposition rectifiée, devait comprendre, avec le transport des renforts venus de l'intérieur (formations de réserve), les transport latéraux dont il sera question tout à l'heure et qui furent continués après le 18 août. Mais, si la deuxième répartition des armées resserrait un peu plus les mailles du réseau tendu à la frontière, il n'était pas davantage question de la constitution d'une masse de manœuvre, et nous en restions toujours, malgré son épaisseur relative, à la conception du cordon.

En fait, les Allemands commettaient une faute grave. Ils avaient supposé gratuitement que les Belges se laisseraient faire. La résistance de ceux-ci s'est traduite par une perte de temps qui nous a permis de rajuster — partiellement —, par des transports latéraux, nos dispositions du début, en ramenant des forces sur notre gauche.

S'ils s'étaient portés en force sur Verdun, dont la défense, bien que plus avancée que celle de Paris, dont nous parlerons plus tard, était loin d'être au point, leur artillerie de siège eût peut-être, comme elle l'a fait à Liège, permis la réussite d'une attaque de vive force ; une ligne d'invasion, presque aussi courte que celle de l'Oise, était ouverte, et le centre de nos armées percé. Qui sait alors si l'Angleterre, hésitante jusqu'à la dernière heure — en dépit des récentes déclarations de certains de ses hommes d'Etat —, se fût alors décidée à marcher pour nous ? et si l'Italie ne se fût pas départie de sa neutralité — en faveur du plus fort ?

Il n'en est pas moins vrai que, tout en nous assurant un répit de quelques jours, la violation de la neutralité belge nous plaçait dans une situation critique. On le sentit si bien, qu'il fallut, pendant huit jours, exécuter une série de transport de troupes parallèlement à la frontière. Ces mouvements furent-ils terminés à temps ? La suite des événements permet d'en douter, et c'est à ce retard qu'il faut sans doute imputer la retraite de l'armée belge sur Anvers. Si l'armée franco-anglaise du Hainaut s'était trouvée plus nombreuse et qu'elle eût été en mesure de s'avancer plus au nord, c'était sur elle que les principales forces belges se seraient sans doute retirées, et la bataille de Charleroi eût été livrée dans d'autres conditions.

III

Malgré l'importance de la lutte engagée en Lorraine, la Belgique devenait donc le théâtre d'opérations principal. La Meuse divise ce théâtre en deux zones distinctes, l'Ardenne et le Hainaut.

L'Ardenne est un pays difficile, coupé, couvert, sillonné par des vallées profondes aux versants abrupts, très boisé, éminemment propre à la défensive et à la guerre de chicane.

Le Hainaut, région de charbonnages et de cultures faiblement accidenté, est un champ de bataille classique des grandes armées, depuis plus de deux siècles.

On pouvait, *a priori*, supposer organisée la défense de la région des Ardennes. Les Allemands l'occupaient depuis quinze jours quand les mouvements français commencèrent de ce côté ; on devait croire qu'ils avaient mis, comme c'était vrai, le temps à profit.

D'ailleurs, malgré les obstacles opposés à la vue par les bois, on pouvait faire vérifier le fait par les aviateurs. Et comme nos troupes avaient passé la Semoy et pris pied sur la rive droite de cette rivière, ne pouvait-on se contenter, ayant ainsi assuré la protection du territoire national, d'organiser solidement les positions occupées ? Ne pouvait-on, tout en tenant sans cesse, pour les immobiliser, les Allemands sous la menace d'un débouché, les harceler surtout par l'artillerie, en réservant les gros d'infanterie pour des contre-attaques déclanchées à bon escient, le jour où l'ennemi énervé chercherait à en finir ? Le manque d'artillerie lourde était, il est vrai, une difficulté ; mais l'artillerie lourde n'était-elle pas nécessaire aussi dans l'offensive pour contrebattre les batteries ennemies ? Et la disposition même du terrain ne permettait-elle pas souvent à l'artillerie de campagne de faire besogne efficace ?

Il faut encore considérer que l'offensive par l'Ardenne, en cas de succès, refoulait simplement les Allemands dans leur direction générale de marche, tandis qu'une offensive heureuse en Hainaut nous amenait sur les lignes de communication ennemies.

Cette autre offensive semblait possible et naturelle. Les Allemands, retardés par le passage de la Meuse, en mouvement sur la rive gauche, n'avaient pu préparer d'avance aucune organisation défen-

sive, et se trouvaient réduits, sous ce rapport, à l'improvisation du champ de bataille.

Pourquoi, dans ces conditions, a-t-on disposé nos forces principales (3e et 4e armées) en face des positions de l'Ardenne, de telle façon que notre infériorité s'est accentuée en Hainaut? Et pourquoi s'est-on décidé à l'offensive sur le plus difficile des deux fronts?

Nous aurons sans doute plus tard une réponse à ces questions. Sera-t-elle satisfaisante? C'est peu probable. Mais un point sur lequel il n'y a plus de doute possible, c'est la façon dont les attaques ont été menées dans la région ardennaise.

Il a fallu immédiatement et sur place, procéder à des sanctions sévères. On sait ce qui s'est passé, de façon presque générale.

Sans tenir compte du terrain, avec un mépris complet de l'adversaire et l'oubli des règles tactiques les plus élémentaires, sans reconnaissance préalable, sans préparation par l'artillerie, notre infanterie a été constamment lancée par masses compactes contre un ennemi retranché.

Ces folies nous ont coûté cher. Elles mettent en lumière les deux fautes capitales, les deux crimes militaires du régime républicain dans les dernières années qui ont précédé la guerre.

On avait voulu *épurer* le commandement, en brisant la carrière de centaines d'officiers irréprochables, et en ne laissant parvenir aux étoiles que ceux qui s'étaient faits les hommes-liges des politiciens, ou bien ceux qui, par faiblesse ou par inertie, s'étaient rendus leur complices. Combien de chefs de ces deux catégories a-t-on vu prendre place dans le train des généraux renvoyés du front!

On avait ébranlé la discipline, amoindri systématiquement le prestige et l'autorité de l'officier. Plus ou moins habitués à n'en faire plus qu'à leur tête, les hommes n'étaient plus maniables au même degré qu'autrefois. Il en résulta, dans cette phase de la campagne, deux graves conséquences : d'abord, l'épuisement prématuré des munitions sur le champ de bataille. Des compagnies, à peine arrivées en face de l'ennemi, mirent dix minutes à tirer 120 cartouches. Puis un élan de bravoure folle, impossible à régler, qui jetait nos soldats sur les retranchements allemands, ou qui empêchait de les arrêter sur une première position enlevée pour préparer l'attaque de la suivante; bref, la *furia francesa* au lieu de la conduite ordonnée du combat par les chefs.

A ces deux fautes sont imputables les défaites dans les Ardennes, et, par suite, celle de Charleroi.

Elles amenèrent le recul de nos armées et l'invasion de notre territoire.

IV

Heureusement, ni la France, ni ses troupes ne se laissèrent démoraliser. Pendant que la 2e armée, obligée, elle aussi, de repasser la frontière après l'échec de Morhange, défendait avec acharnement les abords de Nancy, et que la 1re reprenait l'avantage dans la région de la Moselle et de la Mortagne, les 3e et 4e armées, malgré leurs pertes, se repliaient sans être sérieusement compromises. Disputant le terrain pied à pied sur les deux rives de la Meuse, elles retardaient l'invasion de la Champagne. La retraite de la 5e armée et des corps anglais, plus vivement pressés, fut pénible; mais, malgré tout, ces armées étaient encore en état de combattre: on devait bientôt le voir. Tout le monde comprenait l'extrême gravité de la situation et ce fut l'honneur de tous que personne ne s'abandonna.

Le détail de la retraite sur l'Aisne, puis sur la Marne et la Seine, est encore mal connu. Il y eut de nouvelles exécutions dans le commandement supérieur; elles restèrent d'ailleurs assez longtemps ignorées. Le mouvement des Allemands s'effectua avec une grande rapidité; les communiqués, avec raison, ne parlaient plus de l'armée française; il en résulta la plus poignante anxiété pendant quelques jours. Les pires suppositions furent hasardées et ce fut une occasion sans pareille pour les semeurs de panique, qui, par bonheur, ne prévalurent pas.

Le commandement en chef, reconnaissant l'impossibilité de tenir sur place, s'était résolu aux sacrifices indispensables et avait pris rapidement du champ, comptant revenir plus tard sur un ennemi affaibli par sa progression même et par la précipitation de sa marche. Le public s'en rendait mal compte, et s'affolait à l'idée de voir les Allemands se rapprocher chaque jour de la capitale. Il ne saisissait pas que Paris, d'ailleurs incomplètement armé et presque dépourvu de munitions par suite de l'imprévoyance de nos gouvernements successifs, était mieux protégé par l'existence d'une armée encore en état de tenir la campagne que par une défense

directe. Ce n'est pas une excuse pour l'incurie du régime, car un gouvernement doit envisager toutes les hypothèses et se mettre en mesure d'y faire face. Si la bataille de la Marne avait été perdue, comme elle pouvait l'être, le camp retranché succombait immédiatement. Mais, tant que la bataille n'était pas livrée, la menace dirigée contre Paris n'était qu'apparente. On le vit bien quand l'armée de von Klück modifia brusquement sa marche pour appuyer le gros des forces allemandes engagé contre les armées françaises en Champagne.

En effet, la retraite venait d'être arrêtée, et l'ordre général donné de tenir coûte que coûte. Le commandant en chef jugeait le moment venu : les ravitaillements des Allemands se trouvaient entravés, dans une certaine mesure, par les destructions des chemins de fer que nous avions effectués ; l'allongement de leurs lignes d'opérations diminuait leurs forces disponibles pour la bataille ; les marches forcées avaient encore réduit les effectifs combattants, et occasionné d'extrêmes fatigues aux troupes. Les nôtres souffraient aussi de ce dernier inconvénient, mais les deux premiers n'existaient pas pour elles. Finalement, notre contre-offensive eut un plein succès ; elle fut loin, toutefois, de produire les conséquences trop vite escomptées par beaucoup.

Il y a plusieurs causes de ce fait. D'abord la bataille de la Marne n'est pas l'aboutissement d'une manœuvre grosse de résultats décisifs ; on y voit simplement des armées en retraite faire tête et attaquer l'ennemi partout, avec une sombre résolution dictée par la nécessité. Sauf pour les 6e et 9e armées, dont le rôle fut plus marquant, cette bataille est une somme d'actions de détail où le général en chef n'est guère intervenu que par son ordre initial. L'énorme étendue du front ne permettait guère de faire plus, mais il résulte de ces conditions l'impression générale que chaque chef a dû surtout chercher à combattre ce qui lui était directement opposé, sans qu'une pensée générale, coordonnant tous ces efforts, leur ait assigné un but d'ensemble. A part donc l'attaque de flanc menée par la 6e armée contre Klück, et la progression hardie de la 9e, persistant, malgré le débordement momentané de ses ailes par l'ennemi, à pousser son centre en avant, le caractère de l'action reste celui d'une bataille parallèle, sans autre conception que celle de tenir bon. d'arrêter l'ennemi et de le refouler devant soi.

Aussi les Allemands, comme nous dans la période immédiatement précédente, n'ont pas été sérieusement entamés ; ils ont pu se retirer sur l'Aisne en maintenant la liaison entre leurs différentes armées. Même celle du Kronprinz, qu'on aurait pu croire un instant menacée d'un désastre, coincée qu'elle paraissait être entre les 3e et 4e armées françaises, put se retirer sans trop de pertes le long de l'Argonne, et s'établir sur les positions qu'elle occupe, à peu de chose près, aujourd'hui encore. Mais après la victoire, l'imprévu des conséquences amena de nouvelles questions : comment n'avons-nous pas mieux profité de notre avantage ? Comment avons-nous laissé l'ennemi se retirer en ordre relatif et s'installer sur de nouvelles positions ? Enfin, pourquoi lui-même a-t-il pris un tel parti ?

Le premier souci d'une armée victorieuse est la désorganisation de l'armée vaincue, sa destruction même, autant que faire se peut ; car, le succès obtenu, pour l'affirmer, le compléter, le consolider, il faut mettre l'adversaire dans l'impossibilité de revenir à la charge, de longtemps tout au moins. Le seul moyen d'obtenir cette désorganisation, c'est une poursuite vigoureuse et acharnée. Les deux armes essentielles de la poursuite sont donc la cavalerie et l'artillerie — ce qui ne veut pas dire que l'infanterie en soit exclue, d'autant plus que sa lenteur de marche peut être compensée aujourd'hui par l'emploi des automobiles, qui permettent d'en transporter d'importants éléments. La cavalerie et l'artillerie doivent user de leurs propres moyens.

Après la bataille de la Marne, la poursuite n'eut pas lieu, au grand étonnement de plusieurs. On en sait aujourd'hui les raisons. Notre infanterie était harassée ; on se l'explique par l'effort qu'elle venait de fournir : une retraite précipitée de quinze jours, sans cesse harcelée par l'ennemi, et suivie d'un effort surhumain pour ressaisir la victoire. Toutefois, comme je viens de le dire, il n'était pas impossible d'organiser le transport rapide de quelques-unes de ses unités les moins éprouvées, qui auraient servi de soutien à la cavalerie et à l'artillerie. Mais ces deux armes elles-mêmes n'étaient plus en état de remplir leur tâche.

Les chevaux de la cavalerie étaient épuisés par les randonnées sans trêve de Belgique et de France, renouvelées sans ménagement pendant un mois. Une faute irréparable avait été commise à cet

égard ; on en rendit responsable le commandant du corps de cavalerie, qui fut disgrâcié. Il paraît qu'il se justifia plus tard en alléguant des ordres supérieurs auxquels il avait dû obéir. Si le fait est exact, la responsabilité est seulement déplacée. On s'est plu à tourner en dérision la cavalerie allemande, qui n'a jamais accepté la rencontre que lui offrait la nôtre, l'a toujours tenue à distance par le combat à pied, et a su tendre, en avant de ses propres colonnes, un impénétrable rideau. On a eu tort : elle a joué son rôle de masque et de couverture. En se réservant pour recommencer dans des circonstances semblables, ou pour intervenir à l'heure propice ; elle a bien agi. La nôtre a profité de la leçon plus tard ; mais, dans le premier mois de la campagne, elle avait été usée mal à propos. Le fait est patent, la faute indéniable ; le doute ne porte que sur les responsabilités à mettre en jeu. Quelles qu'elles soient, la cavalerie française, après la bataille de la Marne, était momentanément réduite à l'impuissance.

De son côté, l'artillerie s'est trouvée à court de munitions. On a pu le cacher longtemps ; la vérité a fini par se faire jour. Ici, la responsabilité est nettement gouvernementale. M. Millerand déclarait récemment à la Chambre qu'en raison de l'énorme consommation faite par l'artillerie, la fabrication des munitions, actuellement, était montée à 600 p. 100 des prévisions du début de la guerre, et qu'elle atteindrait 900 p. 100. Il est très concevable qu'on n'ait pas imaginé d'avance une telle consommation ; mais ce qu'on pouvait et devait prévoir, c'était un approvisionnement très supérieur à celui qui existait en magasins. Le général Langlois n'a cessé, dans les dernières années de sa vie, de réclamer 3.000 coups par pièce de campagne. Nous n'en avions que 1.200 à la mobilisation... Les 1.800 coups de différence nous ont fait cruellement défaut. La fatigue générale de l'armée, la ruine des chevaux, le manque de munitions d'artillerie, voilà donc les causes qui nous ont empêché de poursuivre les armées allemandes après notre victoire ; et nous venons de voir que, de ces causes, les unes engagent la responsabilité du haut commandement, les autres celle du gouvernement lui-même.

Ces causes étaient, ou ignorées, ou insuffisamment connues. Même dans les milieux militaires, on ne se rendait pas compte, par exemple, de la consommation réelle de munitions pendant le premier mois de la campagne, et l'usure de la cavalerie n'était pas

soupçonnée. Aussi, quand on sut que les Allemands avaient rapidement cédé 60 à 80 kilomètres de terrain, se flattait-on d'apprendre bientôt le rejet de l'ennemi au-delà de la frontière. Et lorsqu'on eut connaissance de combats sérieux engagés sur la Vesle et sur l'Aisne, la supposition naturelle fut que les Allemands avaient laissé, sur les positions jalonnées par ces deux rivières, de fortes arrière-gardes chargées de couvrir la retraite de leurs gros. On fut promptement détrompé. Nous étions arrêtés sur des positions préparées d'avance par les troupes ennemies de seconde ligne, et nous nous trouvions amenés à cette guerre imprévue de tranchées, dont nous n'entrevoyons pas encore la fin.

Ce système de guerre, ce sont bien les Allemands qui nous l'ont imposé. Pourquoi l'ont-ils choisi ? Ne pouvaient-ils profiter de la leçon qu'ils venaient de recevoir, et procéder contre nous de la façon dont nous venions de procéder contre eux ?

Sous la protection de leurs arrière-gardes, s'ils avaient repris du champ à leur tour, se renforçant ainsi à mesure qu'ils se repliaient, ils pouvaient nous attirer à leur suite, et, au moment opportun, se retourner pour nous livrer bataille.

Avec une supériorité numérique incontestée, des facilités de ravitaillement accrues pour eux, diminuées pour nous, toutes les chances se renversaient en leur faveur. Notre infériorité générale s'accentuait par suite de l'épuisement de notre cavalerie et de l'insuffisance de nos munitions d'artillerie ; les Allemands avaient dès lors toutes raisons de compter sur une victoire décisive ; et, pour nous, la défaite risquait de se transformer en désastre.

Ce plan pouvait toutefois échouer, si, éventant le piège, nous nous contentions de suivre de loin la retraite de l'ennemi, et si, le sentant arrêté, nous nous installions solidement en face de lui, sur des positions que nous aurions organisées pour attendre son attaque. L'aurions-nous fait ?

Le succès avait enflammé toutes les ardeurs. Malgré tout ce qui nous manquait, la tentation de pousser de l'avant eût été bien forte. Y aurions-nous résisté ?

Même si nous faisions preuve de sagesse en adoptant un système d'attente et de temporisation, les Allemands en étaient quittes pour se retrancher aussi, plus loin naturellement qu'ils ne l'ont fait, et pour entamer la guerre de siège, avec un peu de retard.

Mais la retraite momentanée et la prise de champ en arrière, suivie d'un retour offensif, c'était la guerre de mouvement. Les Allemands sont capables de la faire — ils venaient de le prouver — mais à leur façon toutefois. Ce qui dépasse décidément leurs facultés, c'est l'improvisation sous le coup de fouet des événements. Ils manœuvrent avec précision contre un ennemi qui se résigne à un rôle passif; leur avance se développe méthodiquement et progressivement, pourvu qu'ils ne rencontrent que des obstacles secondaires et prévus ; mais quand une volonté supérieure se met à la traverse et jette le trouble dans leurs combinaisons, ils ne savent plus se retourner. La résolution que l'Etat-Major français avait prise après ses premières défaites, l'Etat-Major allemand, vaincu à son tour, ne sut pas la prendre.

Une autre raison, encore, a peut-être dicté leur décision à nos ennemis. Contraints de reculer, les Allemands voulurent, par obstination et par orgueil, limiter leur recul au minimum, et sauver les apparences aux yeux de la nation, de l'Europe et du monde, en conservant le plus possible du terrain conquis. Au lieu de se servir des positions organisées d'avance pour couvrir une retraite stratégique, prélude de nouvelles opérations offensives, ils s'y installèrent en force, avec la pensée, sans doute, que nous allions nous y briser comme nous l'avions fait dans les Ardennes. Il y avait tout de même quelque chose de changé depuis lors. Ils ne virent pas que la leçon des événements avait porté chez nous, et que, de leur côté, en renonçant à la guerre de mouvement au moment où elle pouvait devenir fructueuse, ils nous accordaient le délai dont nous avions impérieusement besoin pour nous refaire, organiser et instruire nos réserves, nous créer une artillerie lourde, et fabriquer les munitions qui nous manquaient. Tout le monde a plus ou moins murmuré contre le système de guerre qui nous fut imposé; il s'est trouvé qu'il était le seul capable de nous procurer un répit d'autant plus indispensable que la mobilisation russe n'était pas achevée et que l'armée anglaise de la métropole, à peine en voie de formation, ne pouvait être, avant quelques mois, en mesure de rendre les services attendus d'elle. Ce répit nécessaire, nous l'avons dû à l'aveuglement de notre implacable ennemi; il rentre dans la série des chances providentielles qui nous ont favorisés depuis le début de la guerre.

V

Si la lutte changeait de physionomie, elle n'en était pas moins opiniâtre. Pendant une quinzaine de jours, se rendit-on vraiment compte du caractère de fixité qu'elle allait prendre pour longtemps? Arrêtées devant les positions occupées par les Allemands, nos armées firent tentatives sur tentatives pour les en débusquer; notre avance fut lente, pénible, et, disons-le, presque insensible, jusqu'au jour, promptement venu, où il fut bien démontré que nous nous heurtions à une résistance insurmontable, du moins directement et pour le moment. L'ennemi dut faire la même constatation.

Alors, des deux côtés surgit la même pensée : Puisque le front s'affirmait inviolable, il fallait le déborder par une aile. Notre aile droite et l'aile gauche ennemie s'appuyant à la Suisse, dont il n'était plus question de violer la neutralité, c'était par le Nord qu'il fallait tenter l'attaque débordante. Chez les deux adversaires, le front s'étendit donc successivement, chacun s'efforçant en vain de gagner le flanc de l'autre, qui toujours arrivait à parer à temps la menace. C'était la bataille continue, mais toujours la bataille parallèle, faite d'une infinité d'actions de détail et sans résultat décisif.

Les Allemands se lassèrent les premiers de ce jeu. Notre ligue formait alors un angle rentrant dont le sommet était sur l'Oise, vers Noyon. Ils pensèrent avec raison qu'en faisant effort sur ce point, ils nous mettraient, en cas de succès, dans une situation difficile, car, notre centre rompu, ils pouvaient acculer notre aile gauche à la mer. En cas d'échec, ils ne risquaient que d'être refoulés sur leurs communications, sérieusement protégées par l'organisation défensive de la région Laon, La Fère.

Pendant quinze jours, on se battit avec acharnement sans aboutir de part ni d'autre. Il fallut recommencer à étendre les forces comme auparavant. Anvers ayant alors succombé, l'armée belge, qui avait pu évacuer la place à temps, vint prolonger notre aile gauche, mais ce renfort était largement équilibré par l'intervention des forces assiégeantes allemandes rendues disponibles.

Cette fois, les deux ailes Nord des belligérants se trouvaient appuyées à un obstacle absolu — la mer. Les Allemands se flattèrent que notre aile gauche, formée par les Belges, déjà fort éprouvés,

et par des troupes encore peu nombreuses amenées en hâte, pouvait être enfoncée. Ils dirigèrent donc un nouvel et violent effort de ce côté, espérant, d'une part, s'emparer de Calais et frapper ainsi un grand coup matériel et moral, de l'autre, réussir le mouvement enveloppant rêvé, et déterminer la chute de toute notre ligne. Ce fut la bataille de l'Yser, lutte formidable, dont l'issue longtemps balancée nous coûta, comme aux Anglais, des pertes énormes, et en causa d'effroyables à l'ennemi, qui, à la fin, lança désespérément ses attaques par masses compactes. Elle marqua l'échec définitif des Allemands dans les Flandres.

La saison rigoureuse commençait. Très éprouvées, les deux armées, en raison même de l'extension démesurée de leur front, ne disposaient plus de réserve générale. Pour le moindre effort partiel elles devaient recourir à des déplacements latéraux. Ni l'une ni l'autre ne pouvaient songer à une opération de grande envergure. Les Russes commençant à devenir inquiétants sur le front oriental, l'armée allemande se trouvait forcée d'imposer à plusieurs corps des navettes répétées de l'Ouest à l'Est et *vice versa*, selon les circonstances ; raison de plus pour le maintien de l'équilibre établi pour longtemps en France, où les chances en notre faveur s'accroissaient de jour en jour, bien que très lentement. Peu après la bataille de la Marne, au moment où il fallut faire halte devant les positions organisées de l'ennemi, un officier du génie, envoyé en reconnaissance sur la rive droite de l'Aisne, terminait ainsi son exposé de la situation : — « Ils ne nous délogeront pas. » — « Pas plus que nous ne les délogerons », répliqua le général auquel il faisait son rapport. Ce bref dialogue est l'exact résumé des opérations de tout l'hiver. Nous assiégions l'armée allemande ; elle nous assiégeait ; les positions respectives des deux parties pouvaient reprendre les vieilles dénominations de lignes — ou plutôt zones — de circonvallation. Car cette guerre était bien la guerre de siège, mais poussée à un degré insoupçonné de généralisation et d'intensité, grâce à la mise en jeu des ressources, sans cesse perfectionnées, de l'outillage moderne.

Les progrès merveilleux de l'armement, entraînant l'inviolabilité du front, introduisaient aussi les conséquences les plus imprévues. Les deux adversaires, terrés dans leurs tranchées ingénieusement aménagées et développées chaque jour, finisssaient par se trouver

à si faible distance, qu'ils s'injuriaient, comme les héros de Homère, ou se ménageaient réciproquement, en vertu de conventions tacites, mais observées avec scrupule, comme pendant la guerre de Crimée. Concurremment avec les engins les plus récents et les plus meurtriers, on voyait reparaître le matériel démodé d'autrefois, redevenu utilisable précisément à cause de sa moindre portée, et dont l'emploi ménageait les munitions des pièces plus nouvelles; on se servait, des deux côtés, d'appareils primitifs, lance-bombes ou *minenwerfer*, qui rappelaient les catapultes antiques et les frondes à élastique des enfants; on revenait à l'usage général des grenades à main; on lançait (chez les Allemands), sur les défenseurs d'une tranchée, des jets de liquide enflammé ou même corrosif. La guerre, dans ces conditions, ne se présentait même plus sous la forme d'une bataille parallèle, mais de caractère général; elle se composait d'une série indéfinie d'actions locales, menées plus ou moins simultanément, et tendant à peu près uniquement à tenir l'adversaire en haleine et à l'user peu à peu.

Car cette guerre de siège n'était qu'une guerre d'usure. La faute capitale des Allemands nous donnait le temps de combler les lacunes de notre organisation. Sûrs de n'être plus entamés, incapables encore d'entamer l'ennemi nous-mêmes, nous en arrivions à compter presque exclusivement sur le temps, qui dorénavant travaillait pour nous. Au point de vue politique, nous pouvions espérer que les neutres, excédés des vexations des Allemands, qui continuaient à accumuler les maladresses, prendraient tôt ou tard parti pour les Alliés; au point de vue économique, notre richesse, qui surpassait celle de l'ennemi, fortifiait notre position. Grâce à la maîtrise de la mer, nous étions sûrs de ne manquer dans l'avenir ni de vivres, ni de munitions, ni de matériel, tandis que l'Allemagne, réduite à vivre sur elle-même, épuisait peu à peu ses ressources, et, malgré son rationnement intérieur, malgré le pillage systématique des régions occupées par ses armées, constatait chaque jour la raréfaction plus marquée de ses céréales, de ses métaux, de son numéraire.

Elle ne s'avouait cependant pas vaincue. En prévision d'une reprise de l'offensive par les Alliés, fidèle à un système qui lui avait permis de tenir (elle eût dû, au moment opportun, viser plus

haut), et qui lui permettrait certainement de tenir encore contre leurs forces accrues par le développement de l'armée anglaise, ou même par l'adjonction éventuelle des neutres, elle avait organisé défensivement les diverses régions de la Belgique, la province rhénane en arrière de la frontière hollandaise, préparé la défense du Luxembourg, et renforcé celle de la Lorraine et de l'Alsace.

Cette prévoyance admettait la possibilité, la probabilité même de l'échec définitif. En effet, dans les sphères supérieures, les Allemands ne se dissimulaient plus l'avortement de leur plan. Mais s'ils ne comptaient plus sur un succès décisif, ils se flattaient que les Alliés n'y atteindraient pas davantage. La campagne d'hiver ne pouvait que les confirmer dans cette opinion, qui était aussi celle de beaucoup de Français clairvoyants. On était ainsi amené à songer à une solution politique capable de déterminer la rupture de l'équilibre militaire. Les succès répétés des Russes contre les Autrichiens fortifièrent une idée qui s'était fait jour presque au début de la guerre, à la suite de l'invasion russe en Galicie et de la poussée grandissante de l'*irrédentisme* italien.

L'intérêt de l'Autriche était-il bien de poursuivre la lutte? Jusqu'alors, elle n'y avait récolté que des coups. Elle s'était crue sûre de réduire promptement la Serbie : après y avoir essuyé de sanglantes défaites, elle avait été contrainte à l'évacuer. C'était fini du rêve suggéré par Bismarck ; loin d'être en situation de prétendre au Sandjak de Novi-Bazar, à la vallée du Vardar, au port de Salonique, à une position dominante dans la mer Egée, elle était menacée de perdre la Bosnie et l'Herzégovine, avec la perspective de voir cette Serbie détestée lui enlever encore une partie de la Dalmatie pour s'assurer un débouché sur l'Adriatique. La Russie tenait la Galicie et la réunirait à la Pologne autonome ; peut-être même exigerait-elle l'indépendance d'autres groupes slaves. La Roumanie guettait l'occasion, et rappelant l'origine d'une grande partie de la population de la Transylvanie et de la Bukowine, s'armait avec l'intention évidente de s'emparer de ces provinces. Enfin, l'ennemie séculaire de l'Autriche, son alliée à contre-cœur, l'Italie ne parlait que de reprendre, avec le Trentin, le littoral autrichien de l'Adriatique. Pour comble de disgrâce, on pensait couramment en Europe que l'Allemagne, vaincue par les Alliés et contrainte à rendre gorge, chercherait un dédommagement sur sa vassale en lui enle-

vant ses territoires germaniques pour se reconstituer à ses dépens. Prise ainsi entre ses alliés et ses adversaires, n'était-il pas indiqué pour l'Autriche de négocier avec ceux-ci ?

On fait un pont d'or à l'ennemi en retraite : n'était-il pas à propos d'en profiter, n'était-il pas sage de consentir aux sacrifices inévitables, réduits peut-être en raison du service rendu, et allégés par des compensations arrachées à l'ancien ennemi, auteur responsable du désastre présent ? Les procédés politiques et militaires employés, à l'égard de l'Autriche, par l'Allemagne, toujours arrogante et maladroite, ne pouvaient qu'incliner le cabinet de Vienne à une solution qui paraissait sa dernière chance d'éviter l'effondrement. L'idée fut rejetée d'abord comme une chimère ; elle prit corps peu à peu, et des pourparlers indirects semblent bien avoir été entamés pour sa réalisation. Mais l'Allemagne s'était prémunie d'avance contre le danger d'un pareil abandon, en envoyant des troupes au secours de son alliée — manière efficace de la tenir — et en lui demandant en échange quelques-uns de ses corps slaves. Encadrés dans les armées allemandes, ces corps jouaient en quelque sorte le rôle d'otages.

D'autre part, l'Autriche tergiversait toujours, ne parvenait pas à se décider, et, suivant sa traditionnelle habitude, se trouvait finalement en retard, comme disait Napoléon, d'une armée, d'une année et d'une idée. Heureusement pour elle, l'Italie, dans sa préoccupation de recueillir tous les profits sans trop risquer, tergiversait aussi, et la Roumanie, obligée d'ailleurs de se garder du côté bulgare, restait l'arme aux pieds. La Grèce, gouvernée par le ministère Venizelos, ne demandait qu'à entrer en scène ; mais le roi, influencé par d'autres clans politiques et par l'État-Major, hésitait à se joindre aux Alliés, et semblait redouter plus encore que la Roumanie, une intervention de la Bulgarie. Celle-ci gardait son attitude énigmatique. Il résultait de cette situation générale que la solution politique attendue avait chance, dans le cas le plus favorable, d'être différée, et que les Alliés n'avaient encore, à la fin de l'hiver, à compter que sur eux-mêmes.

Ce fut peut-être une des raisons de l'expédition des Dardanelles, motivée d'ailleurs par d'autres considérations politiques et économiques d'importance majeure : l'écoulement des blés de Russie, le ravitaillement de la Roumanie pour le cas où elle ferait cause commune avec les Alliés, la facilité plus grande apportée aux relations

entre la Russie et ses alliés. L'expédition présentait de grandes difficultés. Il est plus que probable que les Anglo-Français avaient compté sur la coopération d'un détachement important de l'armée grecque. Cette coopération ayant fait défaut, on dut constituer tout un corps expéditionnaire. Les opérations de la flotte alliée, réduite à ses propres moyens, prirent d'abord la meilleure tournure, mais l'échec du 16 mars, qui se traduisit par trois cuirassés coulés et d'autres sérieusement avariés, fut cause d'un retard considérable. Il est toujours impossible de savoir quand pourra être porté, sur Constantinople, le coup dont on se promettait les plus importantes conséquences matérielles et morales.

VI

Nous sommes donc, selon toute apparence, condamnés pour longtemps encore, pour toute la durée de la campagne peut-être, à la guerre de tranchées, à la guerre d'usure. L'ennemi a pris toutes les mesures pour pallier une infériorité maintenant établie et nous avons chance de nous heurter jusqu'à la fin à des positions successivement organisées, les unes derrière les autres, avec la prévoyance la plus minutieuse.

Si cette guerre d'usure nous a rendu le service de nous permettre une seconde préparation et de remédier ainsi à l'absence de préparation initiale, sa prolongation forcée nous fait payer cruellement l'énorme faute commise, *faute uniquement imputable à notre système politique et à nos gouvernants*. La supposition la plus favorable qu'on puisse émettre sur leur compte est que, tenant à ne pas faire figure d'agresseurs, ils ont tout sacrifié à cette considération de forme. Après s'être affirmée dans les timidités de la période de mobilisation (ordre de se tenir à 10 kilomètres au minimum de la frontière), cette préoccupation perce encore dans la réponse au général de Bernhardi, réponse qui cherche une justification d'ordre politique dans le fait que notre concentration ne répondait nullement à un projet d'opérations par la Belgique.

Le respect de la neutralité de ce pays ne devait pourtant pas empêcher — bien au contraire — de prendre les mesures nécessaires pour répondre à sa violation par une puissance ennemie. Il s'agissait de tout autre chose dans le cas de nos politiciens. Ils ont cru,

jusqu'au bout, à la possibilité d'éviter la guerre, dont ils ne voulaient à aucun prix, peut-être parce qu'ils se rendaient compte de la responsabilité qui pesait sur leurs têtes, et surtout parce que, heureux ou malheureux, ils en redoutaient plus que jamais les conséquences pour le régime. Ils ne se sont résignés à l'inévitable que lorsqu'ils ont vu toute retraite coupée. Pour continuer à vivre de la France, ils comprirent qu'il fallait bien que la France vécut elle-même. Mais il eût été trop tard pour la sauver sans les fautes politiques des Allemands, que vinrent, peu après, doubler des fautes militaires. Par une faveur du ciel, nos premières et principales chances de salut nous vinrent ainsi de l'ennemi lui-même.

Le manque de préparation, morale et matérielle, est indéniable. J'ai signalé les deux accusations capitales qu'en matière militaire on est en droit de lancer à la face du régime. Après la déclaration de guerre, nous entrons dans la série des questions à discuter : question de concentration, sur laquelle je ne reviens pas, question des erreurs stratégiques et tactiques de la première période, que je rappelle seulement en raison des sanctions intervenues. Le reste suit logiquement ; nous sommes prisonniers des erreurs du début.

J'ai parlé des sanctions prises. Beaucoup assurément étaient méritées ; toutes n'ont peut-être pas été prononcées avec le discernement désirable ; la preuve en est qu'il en a fallu de nouvelles contre certains des nouveaux favoris, et, que, par contre, il a fallu revenir sur des disgrâces injustifiées. On paraît, en tout cas, avoir procédé avec un peu de précipitation. Les vides ainsi produits s'ajoutant au chiffre des tués ou blessés gravement, il en est résulté une véritable pénurie de sujets dans les grades supérieurs, d'autant plus que les exécutions ont continué jusqu'à l'heure présente. On aurait pu remédier dans une certaine mesure à cette pénurie en mettant à contribution les services de l'arrière, trop généreusement dotés en officiers de l'armée active, et en recourant aux victimes de la persécution dreyfusienne, qu'on s'efforça, au contraire, de maintenir à l'écart, en les reléguant dans une obscurité systématique que très peu eurent l'occasion de percer, et encore de façon très relative. Ici l'intérêt de parti, comme toujours sous le régime démocratique, prima l'intérêt général. Les persécuteurs ne pardonnent jamais à leurs victimes le mal qu'ils leur ont fait.

Des critiques qui précèdent, les unes ne peuvent être que provi-

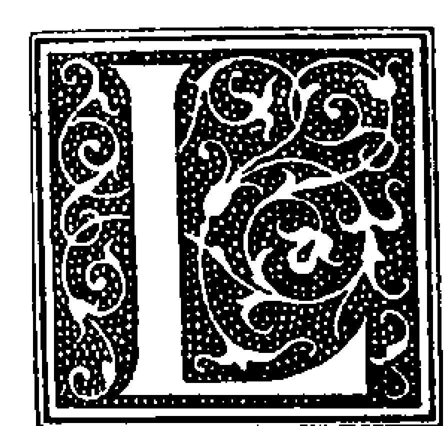
soires, et la discussion à leur sujet reste ouverte ; les autres résultent de faits incontestables, et elles sont capitales. Si les erreurs qu'elles relèvent n'avaient pas été commises, les débuts de la guerre — à supposer que les Allemands eussent risqué l'aventure — avaient chance d'être très différents. Peut-être aurions-nous réussi à battre l'ennemi en Belgique. Et alors, si nous avions pu le poursuivre, le désorganiser, l'affaiblir dans une large mesure, la guerre, sans être courte, car on ne pouvait songer à mettre du premier coup hors de cause un ennemi tel que l'Allemagne, eût été néanmoins abrégée. Si même nous n'avions pas assez entamé les Allemands pour désagréger leurs armées et que nous eussions été acculés à la guerre de tranchées, comme il serait probablement arrivé au cours de la campagne, au moins cette guerre se serait-elle déroulée sur le territoire ennemi ; bien des deuils, bien des dégâts, bien des désastres auraient donc pu être évités à nos alliés et à nous-mêmes.

La conclusion de cette sommaire esquisse ne mettra pas en question le succès final. Les Allemands ont manqué définitivement leur coup ; ils ne se relèveront pas de leur échec. Mais nous devrons payer la victoire infiniment plus cher qu'il n'aurait fallu. L'incurie du gouvernement républicain et de ses complices militaires et civils se traduit par un sacrifice immodéré des vies humaines, par un gaspillage de temps, d'argent et de forces dont compte devra être demandé. Il ne faudra donc pas, après la guerre, se complaire béatement dans la joie du succès inespéré — je dirais presque immérité, si l'héroïque sacrifice de nos glorieux morts n'avait pas racheté les erreurs et les crimes commis par d'autres. *Mais nous devrons nous tenir en garde contre un retour de fortune, toujours possible si nous ne mettons ordre aux causes qui ont failli nous conduire à l'abîme.* La tâche nouvelle des bons Français, débarrassés de l'ennemi du dehors, sera de rétablir l'ordre au dedans, en commençant par rechercher les responsabilités et appliquer les sanctions nécessaires. Cette tâche implique comme condition préalable, c'est de toute évidence, la restauration de l'Autorité. Le cœur de la France est resté sain ; qu'on lui rende sa tête.

COMMANDANT DE X...



Le " Vieux Dieu " allemand



'INTÉRESSANTE étude de notre collaborateur Flavien Brenier sur le Vieux Dieu allemand, *paru dans le dernier numéro de la* Revue Anti-maçonnique, *a valu à son auteur de nombreuses lettres de félicitations émanant de notabilités françaises et étrangères, parmi lesquelles se trouvent plusieurs Évêques:*

Pour répondre aux demandes qui lui ont été adressées, notre ami va faire paraître en librairie, sous la forme d'une brochure in-octavo de 80 pages, son travail si utile à lire et à faire lire, principalement à l'Étranger, dans les circonstances tragiques que la France traverse.

Cette brochure aura pour préface les lignes suivantes de Maurice Barrès :

Paris, 15 août 1915.

Jai lu avec le plus vif intérêt, cher monsieur Flavien Brenier, votre brillant et profond travail. Vous traiter lumineusement un des grands sujets qui ont toujours passionné mon esprit. Je crois avec vous que nous assistons à la lutte des dieux. Ils combattent au-dessus de nos têtes.

Il y a un an, peu de jours avant que la guerre éclatât, vous

rappelez-vous quel était l'esprit de la France? Le meilleur, l'excellent sommeillaient. Dans un paysage du soir, sous un ciel vide, nous regardions quelques miasmes pestilentiels crever à la surface d'un cloaque.

Et l'Allemagne? Une songerie violente la congestionnait, lui donnait des mouvements brusques, convulsifs, mal liés. Jamais on ne vit sur un peuple pareille épaisseur de rêve; jamais pareille excitation toute prête à se jeter dans l'action. Une bouteille d'alcool est distribuée à chaque soldat allemand, juste au moment de l'attaque, et l'on nous dit que cette boisson, appelée « mélange du Kronprinz », se compose d'un punch à l'éther et à l'arrach. Mais qu'elle est donc cette drogue, ce haschich que ses philosophes, ses poètes, ses professeurs, avaient versé au peuple allemand ?

Demandez plutôt qu'est-ce qu'un Allemand, qu'est-ce que ces gens toujours prêts à retourner au fond de leur mémoire, au fond de leur histoire et dans les premiers instincts de leur sang?

Dans leur temple du Walhala, dédié aux héros qu'ils jugeaient dignes de provoquer leur enthousiasme et de former leurs âmes, les Allemands ont installé l'effigie du roi des Vandales. Leurs savants, depuis un siècle, recueillent toutes les épaves des races païennes, tous les héros qui sont des conseillers du massacre et du pillage et s'efforcent pédantesquement de les introduire au fond de la conscience nationale de la Germanie. Si l'on veut comprendre ce que signifient ces appels constants et monotones de Guillaume II à son « vieux Dieu », il faut savoir que ce « vieux Dieu », dont l'usage, nous dit-on sans rire, est spécialement réservé à l'empereur, n'est rien moins que le Dieu Odin, le Père universel qui, dans le brouillard du Nord, entouré des Vierges sanglantes, préside à des tueries indéfinies mêlées à d'affreuses ivrogneries. La Belgique et nos provinces envahies attestent à l'univers ce que sait faire un peuple formé dans une admiration religieuse pour les plus effroyables scènes de

l'humanité primitive et qui fait d'une mythologie féroce ses grands textes sacrés...

« O jeunesse du monde ! » s'écrie l'étudiant teuton qui pénètre dans la salle ignoble où il va boire à perdre la raison. Il célèbre et réveille tout ce qui subsiste de l'antique animalité dans son être. C'est par elle qu'il compte communiquer avec l'âme universelle, et quand, se levant, il titube, il s'imagine, l'ivrogne, percevoir comme un Dieu la rotation des mondes, ou mieux encore il croit qu'à la manière des vieux conquérants germaniques il fait trembler l'Europe sous son pied.

Tel est l'étudiant, celui qui se forme dans ces beuveries anti-françaises pour être officier, diplomate ; mais le pauvre diable, là-bas, n'est pas moins intoxiqué que l'élite par ces vapeurs de mégalomanie. Par un jour d'été, son veston sur le bras, le petit bourgeois qui gravit en chantant les sentiers de la montagne vers le « kiosque restauration », attribue à son bien-être physique une valeur religieuse. La force qu'il reçoit du sol, du ciel, des grands arbres et qu'il va doubler en s'abreuvant ne peut rien lui conseiller que d'excellent ; elle est sacrée, elle est déesse, et tout à l'heure, quand du haut belvédère il embrassera l'horizon, elle lui mettra au cœur une convoitise sans limites, le désir de l'empire universel. Le moindre philistin d'Outre-Rhin entend le dieu Heimdall qui souffle dans sa trompe pour convoquer les dieux allemands à la conquête du monde et qui sonne aux fidèles Germains l'hallali des peuples latins.

Depuis un siècle, tous ces Allemands vivent dans un roman où ils ont engagé le ciel et la terre. Depuis qu'ils se sont soustraits aux influences françaises et qu'ils ont commencé de rejeter l'héritage classique, tout ce qu'ils voient dans les brumes de leur conscience et dans les nuages de leur ciel, ils prétendent le diviniser. Les formes mobiles que le vent de la nuit assemble et agite et que l'aube disperse, les mauvaises larves de jalousie et de cupidité qui fermentent

dans les cœurs et que le grand soleil de la raison assainirait, les Allemands pêle-mêle les introduisent dans leur Walhala. Cet Olympe indigène ne cesse pas d'aboyer contre les autres dieux et de réclamer leur mise à mort et celle de leurs guerriers. Odin, le vieil *Unser Gott*, son fils Thor, qui brandit le marteau sur nos cathédrales, les Walkyries sanglantes ne pardonnent pas aux dieux gallo-romains ni au Christ, par qui jadis ils furent vaincus. Et cette résurrection religieuse s'achève en un hurlement effroyable de haine.

C'est une des plus grandioses tragédies qu'ait vues l'humanité, cette malédiction que les dieux du Nord, flamboyants de fureur, jettent en bondissant sur le Dieu qui, durant des siècles, les tint sous la pierre du tombeau. Écoutez leur huée colossale :

« La race latine est usée, la Germanie arrive à l'heure « d'accomplir son destin magnifique et de ceindre la couronne « de l'empire universel. 1914, c'est la date élue de toute « éternité : demain, les peuples, réduits en esclavage et pareils « à des bœufs sous le joug, n'auront plus qu'à tracer le sillon « qu'elle aura pensé. Comme un cœur puissant placé au « centre du monde, la race germanique va projeter son « sang et son génie à travers les membres épuisés de la « vieille planète... »

Je voudrais rappeler ici un petit poème de Gœthe : « *C'est la gloire des hommes de la Germanie*, chante le grand poète allemand, *d'avoir haï le Christianisme jusqu'au temps où les braves Saxons succombèrent sous l'épée fatale du seigneur Charles. Ils luttèrent assez longtemps, mais enfin ils furent domptés par la prêtraille et ils se courbèrent sous le joug; mais ils remuèrent toujours de temps en temps. Ils n'étaient que dans un demi-sommeil quand Luther traduisit si bien la Bible en allemand...* » Si les paroles de Gœthe ne persuadent pas les catholiques étrangers de la pensée anticatholique de l'Allemagne, eh bien ! il reste à mettre sous leurs yeux le

procès verbal des martyres infligés, avec les plus odieux raffinements, par les bandes d'outre-Rhin, aux prêtres de Belgique et de France.

Un soldat allemand blessé a fait au poète Jean Cocteau, qui le soignait, des confidences, et ces chuchotements fiévreux d'un lit d'hôpital gardent un écho du grand délire des dieux à la veille de la guerre :

« *On interprète mal notre* Deutschland über alles, *disait ce blessé.* Deutschland über alles *n'exprime pas que l'Allemagne est au-dessus des autres nations, mais qu'elle passe avant tout dans notre cœur. Mes camarades et moi pensions, au départ, marcher au suicide; mais nous marchions en chantant un choral, avec une sorte d'extase, que vos troupes prirent souvent pour une obéissance de brutes à nos chefs... Et puis... et puis... il y a une chose que vous ne pourrez sans doute jamais comprendre. Avant que la guerre n'éclate il y avait une grande effervescence de fanatisme chez nous, près de Dusseldorf. On se réunissait quatre fois par semaine dans la forêt, et un vieux monsieur (Herr Ebel) prêchait l'amour de nos dieux de Germanie, dont Wagner vous donne une vague image. Herr Ebel nous fascinait, nous grisait et nous communiquait le goût, la nécessité possible des sacrifices humains. Je vous affirme, monsieur, que bien des atrocités sont exactes. Le tort de l'Allemagne c'est d'avoir honte de leur mobile, comme ces gens qui rougissent de ce qu'on les rencontre sortant de l'église. Et puis, monsieur, la guerre détraque les cerveaux. Un sacrifice utile entraîne des excès déplorables. Les officiers profitent de ce mysticisme des hommes pour assouvir des passions très basses. Ils excitent les troupes et des massacres s'ensuivent.* »

Dans ce texte inoubliable, on voit la minute où le rêve séculaire s'est transformé en action, où le mouvement obscur de l'âme s'acheva dans un geste terrible. Août 1914 : la somnambule a saisi son poignard. Les cinq fils pauvres de la nation allemande partent pour égorger et offrir en holocauste

à leurs dieux le fils unique de la nation française. La rumeur des forêts obscures, le frisson qui naît au passage des Walkyries, l'orgueil des Arminius, des Luther, des Blücher et des Bismarck, tout cet héritage millénaire d'un mysticisme accru d'année en année par les songeries de chaque génération, a décidément rompu toutes les digues, et la vague de fond, par-dessus Louvain, la Belgique, Nomény et Gerbeviller, va briser et couvrir la France.

... Mais, halte-là ! nous avons nos dieux. Ils valent mieux que les vôtres. Les voilà qui se lèvent de leur léger sommeil. La ruée bestiale qui, du fond de l'histoire, nous vient assaillir ranime nos croyances, nos aspirations, le sentiment de notre mission ; la flamme immortelle ressuscite ; le grand feu clair de France, depuis une année, tient la Bête à distance.

MAURICE BARRÈS,
de l'Académie française.





CARNET DU F.·. VISITEUR

Nous disions, dans notre dernier numéro, en reprenant la publication de notre *Carnet du F.·. Visiteur*, que le *Bulletin hebdomadaire* des Loges Parisiennes avait cessé de paraître. Ce n'est plus exact aujourd'hui. Depuis quelques semaines, il s'en publie une édition spéciale au temps de guerre. Mais le *Bulletin,* d'hebdomadaire qu'il était autrefois, est devenu bi-mensuel et paraît le 1er et le 15 de chaque mois. Son format est resté le même; seulement le fascicule a beaucoup perdu de son embonpoint : il est réduit aux dimensions d'une simple feuille de papier à lettre...

Malgré cela on trouve encore dans l'organe des bons FF.·. bien des nouvelles intéressantes. Nous en reparlerons plus longuement dans notre prochain numéro.

*
* *

Le dimanche 12 septembre, le *Grand Orient de France* va célébrer, lui aussi, l'anniversaire de la victoire de la Marne. Le *Président du Grand Orient de France*, le T.·. Ill.·. F.·. Cornaud présidera. La « planche » de convocation annonce deux conférences :

La première, sur *La bataille de la Marne*, sera faite par le F.·. Alexandre Varenne, député du Puy-de-Dôme, que l'invitation qualifie, en outre, d'ex-censeur.

La deuxième, dont le sujet est : *L'histoire d'hier et de demain*, sera l'œuvre du F.·. André Lebey, député de Seine-et-Oise.

Les deux orateurs sont on ne plus qualifiés pour traiter ces deux conférences avec compétence. L'*histoire d'hier ?* N'était-ce pas le projet maçonnique d'alliance entre la France et l'Allemagne et surtout de subordination de la France à l'Allemagne ? L'*histoire de demain ?* N'est-ce pas la Paix maçonnique entre la France et l'Allemagne — la paix sans acquisitions territoriales, bien entendu ! Le F. Lebey, qui, à son titre de député, ajoute celui de *membre du Conseil de l'Ordre*, est, on le voit, tout indiqué pour entr'ouvrir les voiles de l'avenir devant ses FF.·. ...

*
* *

C'est, qu'en effet, malgré les belles protestations du *Grand Orient de France* et de la *Grande Loge de France* que nous signalions dans notre article *Loges Françaises et Loges Allemandes*, du numéro de mai-juin, toutes relations entre les Maçonneries des deux pays ennemis n'ont pas été complètement suspendues.

La protestation du *Grand Orient* est du 10 JUIN dernier ; celle de la *Grande Loge* du 14 JUIN. Elles affirmaient solennellement que les deux obédiences françaises n'avaient plus rien de commun avec les Grandes Loges allemandes. Cependant le MOIS DE JUIN n'était pas encore terminé que les FF.·. MM.·. d'Allemagne faisaient des ouvertures à la *Grande Loge de France*, lui demandant de s'unir à eux pour trouver ensemble une solution au conflit sanglant qui sépare leurs deux pays, invitant les parlementaires français et autres gens compétents à des pourparlers.

A cette démarche, la *Grande Loge de France* répondit à la Normande, sans dire ni oui ni non. On réservait ainsi l'avenir et la possibilité de reprendre plus tard, sans danger, la conversation.

Précisément, A LA FIN DE JUILLET, une des notabilités de

premier plan de la Grande Loge de France, le F.·. Oswald Wirth, 33e et vénérable d'une des Loges écossaises les plus importantes de Paris, se rendait en Suisse et y faisait un séjour de six semaines environ. Ce voyage n'avait, bien entendu, aucun caractère officiel ; mais il était tout ce qu'il y a de plus officieux. En apparence, le Tr.·. Ill.·. F.·. faisait au pays de Guillaume Tell un simple voyage d'agrément ; mais, entre deux excursions, il devait s'aboucher avec les délégués des Grandes Loges allemandes et voir avec eux sur quel terrain et dans quelle mesure on pourrait engager les pourparlers pour la paix.

Ce programme — *nous le savons d'une manière formelle* — a été réalisé de point en point. C'est à Bâle que le F.·. Oswald Wirth avait installé son quartier général et il n'y est pas resté inactif. L'accueil que lui ont fait les francs-maçons allemands a été d'autant plus chaleureux qu'on se rappelle, outre Rhin, le rôle prépondérant joué par le F.·. Oswald Wirth lors de la réconciliation du *Grand Orient de France* et de la *Grande Loge de France* avec les Grandes Loges allemandes. Il fut alors, au premier chef, un de ceux qui « jouèrent, en prenant l'initiative des manifestations « franco-allemandes, le *rôle d'agents allemands qui se seraient* « *proposés de tromper les Français* sur les véritables senti- « ments de l'Allemagne. » Cet aveu, rappelons-le, est du F.·. Quartier la Tente, ancien Grand Maître de la Franc-Maçonnerie suisse (1).

On voit que si la Franc-Maçonnerie française célèbre à Paris, pour les gogos, à grand renfort de communiqués aux journaux, l'anniversaire de la bataille de la Marne, elle n'en continue pas moins, pendant la guerre comme avant, son rôle de trahison...

*
* *

Nos bons FF.·., aidés en cela par les socialistes, dont tout l'état-major politique est maçonnisé, cherchent, par tous les

(1) Revue maçonnique *Alpina*, agence centrale des Loges Suisses 15 octobre 1914.

moyens possibles, à établir des pourparlers en faveur de la paix — d'une paix, entendons-le bien, qui ne sera pas onéreuse pour l'Allemagne et qui ne fera que rétablir le *statu quo ante.*

C'est pour aboutir à ce résultat qu'on a tenu les conférences socialistes internationales de Londres et de Berne, le Congrès socialiste de Paris, etc. On a ensuite essayé de faire pression sur le gouvernement. Au milieu d'août, les groupes socialiste et radical-socialiste de la Chambre, firent des démarches répétées auprès du F.·. Viviani, président du Conseil des ministres pour l'amener à accepter une réunion de la Chambre en comité secret, réunion dont chacun savait qu'elle amènerait la chute du ministère. Un cabinet de « paix possible » eut succédé à celui que nous avons. Pendant que les FF.·. du Parlement français travaillaient ainsi à nous préparer une paix *made in Germany*, on pouvait lire dans les journaux allemands des articles comme ceux-ci :

Le *jeudi 12 août* : la GAZETTE DE FRANCFORT affirmait qu'il y avait « *une manifestation formelle de toutes les gauches* « *contre le généralissime.* »

Le *mardi 17 août* : la DEUTSCHE TAGESZEITUNG publiait un télégramme de La Haye où on lisait : « *C'est dans le* « *courant de cette semaine que devra se décider en France la* « *crise gouvernementale. Le Président Poincaré menacerait* « *de démissionner* ».

Le *mercredi 18 août* paraissait dans la GAZETTE DE COLOGNE un article tendancieux intitulé : « *Déceptions et impressions en France* ».

La GAZETTE DE FRANCFORT, elle, parlait de « *l'Orage au Palais Bourbon* ».

La NEUE FREIE PRESS, de Vienne donnait des « *Informations sur une crise présidentielle en France* ».

Le *jeudi 19 août*, la GAZETTE DE FRANCFORT signalait de nouveau « *la crise de politique intérieure en France* ».

Nos ennemis, on le voit, étaient bien informés des espoirs maçonnico-socialistes.

Les patriotes ne manqueront pas d'admirer, comme nous, l'harmonie merveilleuse qui exista entre les articles de la presse allemande et l'assaut que menèrent en France, contre MM. Millerand, Delcassé et Ribot, les fils de la Veuve appartenant au Parlement.

Nos francs-maçons sont vraiment des musiciens disciplinés, suivant à la seconde le bâton du chef d'orchestre d'outre-Rhin. Heureusement pour la France, le résultat ne répondit pas à l'effort des Loges.

*
* *

On comprend bien que la Maçonnerie, si elle mène pareille campagne, n'aime pas à en endosser l'odieux. Elle préfère en faire supporter par d'autres les conséquences. Voilà pourquoi, parallèlement, les Loges ont ouvert le feu contre le Souverain Pontife; voilà pourquoi elles ont inventé le *Pape germanophile* — ou plutôt *bochophile*, comme dit élégamment le maçonnique *Bonnet Rouge*.

La LANTERNE a, ainsi, entretenu ses lecteurs de « *la paix* « *du Pape ou la paix allemande* ». Le *Bonnet Rouge*, lui, ne se tiendrait pour satisfait, provisoirement, que si le Souverain Pontife, en casque et en cuirasse, partait en guerre contre la horde germanique. Il reproche à Benoît XV son pacifisme et croît le flétrir en l'appelant *Benoît-le-Neutre*. Le canard le plus récemment lancé par l'officine de la rue Cadet est celui du « *Cardinal Gibbons remettant au président Wilson un* « *message du pape concernant la paix.* » On sait qu'il n'y avait pas un mot de vrai dans cette invention.

Mais le clou de toute cette ignoble campagne des Loges a été, incontestablement, « l'interwiew de Benoît XV » par Louis Latapie parue dans la *Liberté*.

Nos lecteurs ont pu être surpris que nous n'en ayons rien dit dans notre dernier numéro : nous avions à cela un motif puissant, c'est que *dame Censure* ne nous aurait jamais permis, en pleine effervescence, de dire tout ce que nous savions sur ce sujet. Aujourd'hui encore, nous nous demandons ce qui va advenir du peu de révélations que nous allons

essayer de produire au grand jour. La *Censure* et le *Grand Orient* sont si proches parents...

Voici ce que nous savons de manière positive :

Le voyage que fit M. Latapie à Rome, *au moment où devait paraître* un article destiné à jeter l'émoi en France, ne fut que le prétexte destiné à permettre la publication de cet article. En effet, si l'auteur putatif était présent à Rome, *c'est à Paris que se rédigeait son interwiew*. M. Latapie, qui en acceptait la paternité, ne devait mettre que sa signature au bas de la cuisine journalistique qu'on lui préparait.

Le cuisinier en chef. . . . . . . bien que F.·., ne résidait pas au *Grand Orient*, mais au Ministère. . . . . C'est dans un cabinet attenant à celui du Ministre que. . . . . fut envoyé au grand journal libéral aux fins d'insertion. On comprendra parfaitement pourquoi ledit article — contrairement à ce qu'eussent voulu les usages de presse et, en outre, la déférence la plus élémentaire pour le caractère auguste du Chef de l'Eglise — ne fut pas soumis à Benoît XV avant sa publication. Il n'en serait rien resté, tant les sentiments véritables du Souverain Pontife y étaient odieusement travestis.

Le coup n'en a, d'ailleurs, pas moins été porté dans l'opinion, et c'est ce qui importait aux Loges, peu scrupuleuses sur le choix de leurs moyens.

*
* *

Les maçons n'étaient pas encore suffisamment nombreux dans notre ministère. Le F.·. Viviani, président du Conseil, vient d'y faire entrer un nouveau F.·., en qualité de sous-secrétaire d'Etat à l'Aviation. Il s'agit du F.·. René Besnard, député d'Indre-et-Loire, ancien sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts et ancien ministre des Colonies.

Au Conseil de Cabinet, l'entrée de ce nouvel enfant de la Veuve a été saluée par une batterie d'allégresse : « Houzé !

Houzé! Houzé! », à laquelle les quelques ministres non francs-maçons — il y en a tout de même deux ou trois — ont dû être seuls à ne pas s'associer.

*
* *

On s'est souvent demandé par quelle aberration les hommes politiques de la majorité avaient pu croire, avant juillet 1914, à l'état d'esprit pacifique de l'Allemagne.

Cette conviction était si bien entrée en eux que le F.·. Armand Charpentier, vice-président du Comité Exécutif du Parti Radical et Radical Socialiste, envisageait comme suit *un mois avant la guerre*, la solution de la question d'Alsace-Lorraine :

Ce sera une solution commerciale. Rien d'Austerlitz, certes; mais rien d'un Waterloo. Pas de fanfares, mais pas de cercueils. Pas de lauriers sur les képis, mais pas de voiles noirs aux fronts des mères.

Une solution commerciale, vous dis-je, qui tiendra en trois phrases :

— Vous avez gagné l'Alsace et la Lorraine, messieurs ; combien en demandez-vous ?

— Une colonie.

— Laquelle?

Causerie, discussion, négociations, etc..., tope! la main dans la main, un bon traité et... le désarmement général. Ce jour-là, on commencera à respirer en Europe.

Un journaliste facétieux demanda au F.·. Charpentier, *auquel on pensa un moment pour le ministère des Affaires Etrangères*, s'il ne serait pas plus simple pour Guillaume II et M. Poincaré de jouer l'Alsace-Lorraine à l'écarté...

Pendant ce temps, l'Allemagne mettait la dernière main à sa préparation militaire et forgeait le guet-apens de l'ultimatum à la Serbie.

Or, voici le document secret qui, *pendant la semaine tragique où le feu était mis à l'Europe*, était adressé par le Grand Orient de France à toutes les Loges de son obédience.

On appréciera s'il était possible de mieux endormir la vigilance à l'égard de l'Allemagne chez les hommes politiques français qui fréquentent les Loges.

ANNÉE 1914
Circulaire n° 9

—

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

GRAND ORIENT DE FRANCE

Sûprême Conseil pour la France
et les possessions françaises

O.·. de Paris, 1er Juillet 1914 (E.·. V.·.)

OBJET :

Mise à l'étude des Loges de la question des rapports franco-allemands.

LE CONSEIL DE L'ORDRE AUX LOGES
DU GRAND ORIENT DE FRANCE,

S.·. S.·. S.·.

TT.·. CC.·. FF.·.

A la suite du vœu des LL.·. *La Parfaite Amitié*, O.·. d'Albi; *La Fraternité Vosgienne*, O.·. d'Epinal; *La Parfaite Sincérité*, O.·. de Marseille, renvoyé par le Convent de 1913 au Conseil de l'Ordre, celui-ci, prenant en considération le vœu proposé, met à l'étude des Loges la question des rapports franco-allemands.

En affirmant, une fois de plus, le désir ardent et raisonné de la paix dont la France a déjà fourni des preuves multiples comme en y apportant leurs contributions personnelles qui s'ajoutent à tant d'autres, les Loges répondront aux vœux unanimes de la Franc-Maç.·. française. Le Conseil de l'Ordre, dans sa pl.·. de l'année précédente, à propos de la loi de deux ans, alors en discussion, avait été le premier l'interprète du sentiment général en rappelant à quel point le pays de la Révolution ne séparant jamais son intérêt personnel de l'intérêt collectif, sut toujours être et demeurer bon Européen. Les différentes conférences de nos At.·. ont achevé de prouver à quel point la question des rapports entre la France et l'Allemagne, à l'ordre du jour déjà par suite des circonstances, s'imposait de plus en plus à l'attention des esprits cultivés et renseignés. La singulière campagne, au chauvinisme accentué qui progresse à cette heure même, contre toute logique, en Allemagne, achève de démontrer aux plus prévenus l'acuité douloureuse du malaise, l'urgence qu'il y aurait à le résoudre, les dangers possibles du conflit. Il n'est pas jusqu'à certaines déclarations belliqueuses venues de hautes personnalités qui ne précisent encore les regret-

tables tendances qui s'affirment au-delà des Vosges et qui contrastent si profondément avec la tenue généreuse et parfaite de l'opinion publique française.

Dans l'intérêt des peuples des deux pays, pour la cause de la paix européenne et mondiale, comme pour l'Humanité, que la Franc-Maç.·. s'est toujours honorée de servir, il y a lieu de serrer de plus près une question qui la passionne. Il est bien évident, en effet, que son ampleur même nécessite d'abord la connaissance exacte des multiples aspects particuliers qu'elle comporte, l'étude minutieuse de ses réalités, l'examen attentif de ses conditions. Il ne suffirait pas de la trancher de haut, soit à un point de vue trop général ou trop élévé, soit à celui du sentiment. Certes, ne serait-ce que par le principe, un Franc-Maç.·. veut la paix et il est, de prime abord, décidé à agir en conséquence, mais justement afin de pouvoir persévérer sur cette voie salutaire, afin de n'y pas échouer d'autant plus qu'il s'y sera légèrement aventuré, il est tenu de ne rien ignorer du problème à résoudre en même temps qu'il se doit de mesurer l'opportunité des circonstances et ce que celles-ci lui permettent. Il lui faut retenir le double enseignement de l'histoire et de la vie, du passé et du présent, et, afin même de mieux faire entrer l'idéal dans la réalité, de ne se tromper en aucune manière sur les complications de celle-ci. L'illusion conduit toujours à des abîmes et l'espérance qui n'est basée sur rien de réel lasse plus vite l'imprudent qui en abuse au début que celui qui n'a su se la permettre qu'à bon escient.

Il convient, notamment, de pressentir l'accueil qui serait fait à une proposition de cet ordre par nos voisins, si, justement à cause du doute qui l'environne, elle ne serait pas dangereuse en se révélant intempestive. A l'heure actuelle, ne serait-ce que pour mieux préparer en temps voulu des rapports ou des pourparlers ou, même, sur le terrain purement maçonnique, une Tenue solennelle collective, l'étude seule de la question importe et c'est à elle qu'il convient, d'abord, de s'arrêter. Une semblable enquête peut être féconde. L'accueil qui sera fait au dehors à la nouvelle d'une consultation aussi importante présentera en lui-même une indication précieuse qui dictera sa conduite à notre bonne volonté. Une étude de cet ordre est susceptible, vraisemblablement, de rester sous le maillet plusieurs années. Il ne s'agit, en aucune façon, d'une critique superficielle, d'une appréciation rapide ou d'un exposé tendancieux, soit dans un sens, soit dans l'autre. Il faut une œuvre qui réponde à l'esprit de la Franc-Maç.·., qui ne se paie ni de mots, ni de tirades, et se démontre, par elle-même, avant tout, ennemie de l'erreur. Notre Ordre se doit surtout, sur un terrain si brûlant, toujours d'actualité dangereuse, de creuser profondément le puits même de la Vérité, afin d'y puiser l'eau la plus pure en même temps que la plus naturelle. Si, dans un esprit tout à fait opposé, qui sera la garantie de son succès, qui est celle, en tout cas, de sa conscience et de sa sincérité libératrice, la Franc-Maç.·. réalise un jour, pour la Liberté et, par elle, ce que la Sainte-Alliance a rêvé par la tyrannie et sous la domination des églises, elle ne pourra y parvenir qu'après des années de lutte et à condition de se pénétrer,

dès maintenant, de l'étendue, de la gravité des conséquences difficiles de ce vers quoi qu'elle s'efforce.

Voici comment le Conseil de l'Ordre, quant à lui, envisage les assises de l'étude soumise aux At.·. :

*
* *

La France, sans rien oublier. ni des circonstances qui ont entouré la guerre de 1870-71, déchaînée à la faveur d'un faux, la dépêche d'Ems, grâce à la volonté mûrement et longuement poursuivie de Bismark, ni d'une défaite et d'une mutilation que la Force réussit, puis maintint. contre le Droit, désireuse de continuer à fournir des gages à la cause de la paix, demeure dans une altitude purement défensive. L'Allemagne, au contraire, semble ne pas s'être rendu compte de la répercussion profonde que l'augmentation de ses effectifs causerait en Europe. Elle. qui est déjà l'initiatrice du service militaire obligatoire, a, cette fois encore, donné le signal de nouveaux armements. Qu'elle l'ait voulu ou non, elle est responsable d'un réveil angoissé. Cela est si vrai, qu'il y a quinze ans, personne chez nous n'envisageait la possibilité d'une guerre. L'élite avait même répudié toutes les questions y ayant trait. La génération des hommes qui ont aujourd'hui de trente-cinq à quarante ans pensait, vers sa vingtième année. l'ère des guerres définitivement close. Or, de plus en plus, par la force même des faits, elle est obligée de s'incliner vers une sombre inquiétude, et le point d'interrogation qu'elle avait effacé volontairement redescend de nouveau à l'horizon en la contraignant à y souscrire.

Il est évident qu'à cette heure, encore que nous entendions éviter et même faire disparaître toutes récriminations inutiles, l'œuvre bismarckienne atteste, par ses résultats, que si la force heureuse suffit un certain temps, elle entraîne des conséquences funestes quand elle s'est réalisée autrement que par la Justice. Celle-ci est quelquefois lente à reprendre sa revanche, elle la prépare néanmoins comme si les faits eux-mêmes, plus forts que la volonté des hommes, se chargeaient alors de démontrer sa nécessité.

La Prusse ne songe en aucune manière à reviser le traité de Francfort, et il serait dangereux d'entretenir des illusions à ce sujet. La conférence de Berne a, néanmoins démontré qu'un certain nombre de députés au Reischstag, interprètes de toute une partie de la conscience publique, regrettaient de ne pouvoir combler le large et douloureux fossé noir que creuse toujours l'Alsace-Lorraine entre les deux nations; et bien que la situation du député allemand n'ait pas l'importance, ni le pouvoir, que l'élection confère au député français, à cause de cela même, d'autre part, il y a tout à fait lieu de retenir une démarche de cet ordre, aussi significative. Le cantique chanté à l'inauguration du « Monument aux Nations » qui commémora la bataille de Leipzig, atteste peut-être par ses paroles : « Délivrez-nous, Seigneur ! » une sorte de regret, ne pourrait-il être ainsi complété : « Délivrez-nous, Seigneur, d'un cercle de fer et de feu, de la méfiance qui nous isole

dans notre propre injustice ! » On se souvient ici, spontanément, de la lettre qu'envoyait à Bismarck, au lendemain de Sédan, un de ses amis, pour lui conseiller de rester dans la logique en n'allant pas plus loin. On se rappelle aussi la parole de Frédéric-Guillaume : « Je n'ai pas déclaré la guerre à la France, mais à Napoléon III ».

Les déclarations de plusieurs Alsaciens nous dictent notre conduite. Ils ont affirmé le désir que leur patrie ne fût pas de nouveau un champ de carnage et bien que, sans doute, des considérations particulières, une certaine tristesse aussi, aient dicté leurs paroles, — la solide sagesse de nos trente anciens représentants du Haut-Rhin, dont la présence était si précieuse dans notre Parlement, nous incite à le croire —, il convient d'agir dans le sens de celles-ci. N'oublions pas non plus les hommes des deux peuples qui se sont cherchés au-dessus de leurs querelles. Rappelons les pages où Goethe et Nietzche saluent le génie français, les séjours de Wagner à Paris, ceux de Challemel-Lacour et de Jules Ferry en Allemagne, pour ne citer que cela et ne même pas rappeler ceux de leurs écrivains qui, dès le lendemain de la guerre, faisaient entrevoir à leurs compatriotes les risques d'abaissement intellectuel qu'une victoire barbare entraînait. Dans la rivalité même des deux peuples, il est du devoir de l'historien de remarquer souvent on ne sait quelle émulation vers les meilleures qualités de l'âme humaine, une rivalité qui s'efforce plus vers un idéal commun qu'à sa propre lutte.

Nous n'avons pas le droit d'oublier, non plus, d'une part les rapports fréquents établis avec l'ambassade française à Berlin du temps où M. Herbette nous y représentait, de l'autre, les paroles du Chancelier au Reichstag, en 1913, rappelant celles de Bismarck et par lesquelles M. de Bethmann-Hollweg engageait solennellement sa parole, celle de son pays et celle de son souverain, en déclarant que jamais l'Allemagne n'attaquerait la France si elle n'était elle-même attaquée. Nous devons nous souvenir enfin que Gambetta avait avoué, peu de temps après la guerre, que les deux peuples gagneraient à se connaître au lieu de s'opposer. Tous ont également encore présentes à la mémoire les négociations qui eurent pour but de préparer l'entrevue de Ferrières. — Il est donc temps de savoir si le geste de la Commune, abattant la colonne Vendôme en pleine guerre, risque d'être enfin compris, et si les gages que nous avons donnés pourront susciter aujourd'hui ceux que nous sommes en droit d'attendre en échange,— que nous aurions presque le devoir de réclamer.

La facilité des rapports internationaux, les conditions nouvelles de la vie moderne, toute la civilisation nous indiquent qu'il faut maintenir la paix. La pénétration allemande, en France, le démontre également. Elle devrait être, à la fois, de stimuler notre activité souvent hésitante et molle, comme à nous faire voyager davantage dans l'Empire. Le merveilleux essor industriel et commercial de celui-ci nous en fait même un devoir. Malheureusement, l'esprit de suite, dont on est si abondamment pourvu au-delà du Rhin, nous manque. Nous avons lu les merveilleuses enquêtes de Jules Huret, nous avons parcouru ensuite les intéressants volumes,

entre tant d'autres, d'Ajam et de Bruneau, nous avons écouté bien des conférences, suivi de nombreux articles, discuté l'avertissement logicien de notre excellent F.·. Marcel Sembat, puis, notre attention, distraite, s'est portée ailleurs.

Il serait temps de la maintenir sur le problème dont nous esquissons ici, à larges traits, les plus grandes lignes.

Si l'Alsace-Lorraine apparaît le principal obstacle, ne pourrait-elle pas devenir, petit à petit, la terre du rapprochement ? L'Alsace-Lorraine devrait être, en effet, le trait d'union entre les deux pays, et il serait normal, pour cela, que l'Allemagne lui accordât l'autonomie par une constitution indépendante. Malgré tant d'efforts, l'Empire n'a pas assimilé les deux provinces et le véritable problème allemand n'est pas tant à cette heure, d'assimiler l'Alsace-Lorraine que de mêler plus intimement la Prusse, encore féodale et militariste, à la vie industrielle, commerciale et démocratique de la nation, tout en lui permettant de demeurer la clef de voûte de l'édifice germanique. Des évènements peuvent surgir en Europe qui rendent cette entente plus désirable encore pour nos voisins que pour nous mêmes, et justement à cause de cela, nous avons le devoir de protester, en même temps que d'agir, contre les chauvinistes insensés qui menacent l'activité économique européenne. L'alliance russe a été nouée dans un but pacifique et l'Allemagne devrait de plus en plus en savoir gré à la France, d'autant que, sous la Russie aristocratique, une admirable élite intellectuelle libérale et héroïque se prépare; elle accentuera un jour encore les liens entre les français et les slaves, et il ne dépend, en vérité, que de l'Allemagne de se mêler à ce grand courant libérateur.

Notre situation est également intéressante et forte au point de vue de l'Angleterre qui, après avoir eu des rapports souvent difficiles avec l'Allemagne, paraît, notamment depuis la visite des Francs-M.·. anglais à Berlin, s'améliorer de plus en plus. L'influence française n'y est, sans doute, pas étrangère. — L'entente de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne assurait la paix du monde.

Plus que beaucoup ne se l'imaginent, égarés par une presse exécrable, cette paix est vraisemblablement dans le désir de nombreux souverains et des chefs d'Etat.

Inquiète, malgré la Triplice, du côté de l'Autriche, et peut-être méprisante, quelque peu envers l'Italie, que nous lui apprendrions à connaître et à aimer, l'Allemagne, isolée, serait sans doute reconnaissante à la France, si celle-ci entretenait avec elle des rapports plus suivis, augmentait les conversations diplomatiques et affirmait hautement cette volonté pacificatrice dont elle a déjà multiplié les assurances.

L'Allemagne a besoin d'expansion ; c'est cela surtout qu'il faut comprendre et faire saisir autour de nous. Elle ne peut vivre repliée sur elle-même, et la crainte d'y être réduite risquerait de la mener à la guerre. Une sorte de collaboration prudente, comme il en existe déjà dans plusieurs affaires, ne serait-elle pas de nature à arrondir bien des angles ? Ne pourrait-elle même être tentée sur le terrain colonial ? L'égoïsme est visible dans tous les ordres d'activité, surtout dans les rapports internationaux où il se retourne tou-

jours contre ceux qui le pratiquent. Dans notre rêve, — qui n'est nullement utopique et monte directement de la réalité, dont les nécessités s'imposent de plus en plus à notre attention, — une entente pour la paix, par le trait d'union de l'Alsace-Lorraine, devrait être sérieusement tentée. Ne parlons pas encore d'alliance, car, à aller trop vite, nous gâcherions beaucoup plus de choses que ne le croient les esprits trop pressés, et il faut sans doute compter encore sur une dizaine d'années pour amener un rapprochement tout à fait efficace. Le premier pas a été fait par nous, récemment encore, aussi bien à Bâle que par les hommes politiques parlementaires des différents partis à Berne, et la Franc-Maç.·. du Grand Orient de France n'a pas été étrangère, vous le savez, à ce grand mouvement. Notre enquête, qui ne pourrait être ignorée de la Franc-Maç.·. germanique, lui indiquera son rôle, qui est d'agir en conséquence, ne serait-ce d'abord qu'en mettant une étude identique à l'ordre du jour de ses At.·. Une pareille simultanéité entraînerait vraisemblablement, dans l'avenir, une étude en commun. Peut-être déjà, bientôt, de même qu'une Loge allemande s'est constituée à Paris sous le patronage de Goethe, une Loge française pourrait se constituer à Berlin sous celui de Victor Hugo. A côté d'autres groupes destinés à rapprocher les habitants des deux territoires, la Franc-Maç.·., sur son terrain spécial, dans ses formes accoutumées, avec sa sagesse avertie, à l'abri même de son rituel et de son internationalisme, qu'elle aurait tort d'oublier, a mission de créer également un foyer harmonieux.

Quoi qu'il en advienne de ces tentatives, elles ne peuvent que nous honorer, nous agrandir, préciser notre désir de conciliation, affirmer notre bonne foi. S'il était malheureusement démontré qu'elles ne sauraient aboutir par suite d'une volonté mauvaise, délibérément hostile, à laquelle, quant à nous, nous voulons ne pas croire, cette constatation même nous dicterait notre devoir et nous permettrait de mesurer à quel point l'enquête que nous conseillons était précieuse, nécessaire, urgente. Si, comme nous l'espérons, elle réussit à maintenir la paix, en accentuant les sentiments de confiance et d'amitié qui devraient exister déjà entre deux grands peuples et qui constituent, en réalité, les meilleurs garants de leur double avenir, nous aurons réalisé un peu plus de notre Ordre lui-même en même temps que son idéal.

Michelet écrivait : « Au xxe siècle, la France déclarera la paix au monde ». Il est nécessaire, pour elle, aussi bien que pour tous les peuples libres et même les peuples opprimés, de savoir si on entend lui répondre par une déclaration de guerre, fût-elle sourde ou voilée, progressivement accrue, afin de la mettre peu à peu dans un état de vassalité qui serait le contraire de l'entente qu'elle désire et qui l'empêcherait de l'accepter.

*
* *

Nous vous prions de vouloir bien mettre à l'étude cette importante question qui figurera à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée générale de 1915.

Il serait désirable que les réponses des Loges parvinssent au Grand Orient avant le 1er mai 1915, par une pl.·. n'ayant trait qu'à cet objet. Ces réponses ne devront pas être fournies sous la forme de conclusions sommaires, mais devront constituer, autant que possible, un travail reflétant l'effort donné par chaque At.·. pour résoudre la question posée.

Veuillez agréer, T.·. C.·. F.·., l'assurance de nos sentiments fraternellement dévoués.

Le président du Conseil de l'Ordre,
G. CORNEAU.

Les Vice-Présidents,
MOLLARD, GROUSSIER.

Les Secrétaires,
COURCENET, André LEBEY.

Le Garde des Sceaux,
TINIÈRE.

Ainsi donc, huit jours avant l'ultimatum à la Serbie, le Grand Orient de France en était encore aux idées exprimées dans ce lourd fatras : « Rapprochement franco-allemand, autonomie de l'Alsace-Lorraine, collaboration avec l'Allemagne sur le terrain colonial, *alliance franco-allemande dans dix ans...* » Le mot y est !...

Et déjà la mobilisation allemande commençait à petit bruit !

S'agit-il d'une imbécillité collective ou d'une trahison consciente des francs-maçons composant le Conseil de l'Ordre du Grand Orient ?

L'une serait aussi grave que l'autre.

Il ne faut pas oublier en effet, que la Franc-Maçonnerie française est l'école dont sont sortis, depuis trente ans, les deux tiers des ministres et des hommes politiques français, pour ne pas dire la totalité de ceux qui dirigent présentement notre Diplomatie et notre Défense Nationale.

A quelles bévues, à quel aveuglement ne devons-nous pas nous attendre de la part d'hommes formés à une telle école — s'ils ne sont que des inconscients, ce qui n'est nullement prouvé.

LE F.·. VISITEUR.





Associations Maçonniques

Les associations dont il s'agit ici, et qui sont assez nombreuses dans la région parisienne, ne sont pas à confondre avec celles fondées et dirigées par des FF.·. MM.·., mais dont tout profane peut faire partie. Ces dernières n'ont d'autre but que d'assurer le recrutement de la Maçonnerie et d'étendre son influence occulte sur le monde profane. Les associations de ce genre ne figureront pas dans la liste que nous allons publier ; ainsi l'on n'y trouvera pas la *Ligue de l'Enseignement*, bien qu'elle soit éminemment maçonnique de par son origine et sa direction.

Celles dont nous allons parler, et qui sont moins connues, sont composées uniquement de FF.·. MM.·. ; le profane n'y a pas droit de cité. Pour en faire partie, la condition *sine qua non* est d'avoir reçu auparavant l'*initiation maçonnique* dans une *Loge* régulière.

Le siège de ces associations est toujours fixé dans un café ou restaurant, tenu par un F.·., où l'on se réunit à l'heure de l'apéritif.

C'est ainsi que l'on verra défiler comme lieu de réunion, à Paris, la Taverne Grüber, du *15* bis, *boulevard Saint-Denis* et celle de la *place de la Bastille ;* la Chope Flamande, 2, *boulevard Barbès ;* le le Restaurant du Merle-Blanc, *202, rue des Pyrénées ;* la Taverne Guibout, *12, place Clichy ;* la Salle Servin, *212, boulevard de la Villette* ; les Salons Bonvalet, *31, boulevard du Temple* et la Brasserie Champigneulles, *18, faubourg Montmartre.*

Le but poursuivi par ces associations est très divers : il y a des groupements purement professionnels ; d'autres ne sont que des réunions amicales ; on rencontre une association de secours mutuels. Il y en a qui sèment la ... bonne parole et qui cherchent à instruire. D'autres ont pour objet de répandre le goût des cérémonies civiles

et laïques dans le monde profane, dans le but de les voir supplanter les cérémonies religieuses, principalement celles du culte catholique. Enfin, certaines procurent aux FF.·. et SS.·. de légitimes distractions.

Aujourd'hui, nous ne parlerons que des associations de la première catégorie : les professionnelles.

*
* *

I. ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

Elles sont au nombre de douze, plus un office de placement.

L'OFFICE MUTUEL DU TRAVAIL

Son *Siège Social* est au *11, rue Cadet,* dans un immeuble appartenant au *Grand Orient de France.*

C'est une œuvre philantropique de *placement gratuit* créé sous les auspices du *Grand Orient de France* et de l'*Union Amicale de Solidarité.*

Les *bureaux* sont ouverts tous les jours de 9 h. à 18 h. *Téléphone* : Central 05-33.

Afin d'assurer le fonctionnement de l'œuvre, les FF.·. sont invités à faire connaître à l'*Office Mutuel du Travail* les emplois vacants. Ils doivent indiquer lisiblement : 1° l'adresse de la maison et les conditions de l'emploi offert ; 2° sous les auspices de qui le postulant doit se présenter.

Les opérations de l'œuvre sont absolument gratuites pour les employeurs et employés.

Quiconque demande son inscription en vue d'obtenir un emploi doit être muni de l'une des pièces d'identité suivante :

1° Quittance récente de cotisation maçonnique ;
2° *Planche* de recommandation du Vénérable ;
3° Bande du *Bulletin Hebdomadaire.*

Il s'agit de bien s'assurer de la qualité maçonnique de celui qui sollicite un emploi.

Si un F.·. recommande un tiers, c'est-à-dire n'appartenant pas encore à la Maçonnerie, il devra le munir d'une lettre contenant le nom et l'adresse du postulant et y joindre l'une des pièces d'identité, citées plus haut, et concernant, naturellement, le F.·. présentateur.

Il est à noter qu'*aucune inscription ne peut être faite sans la production de ces pièces et sans la présence effective de l'intéressé.*

1re L'Amicale du Rail.

C'est le groupement fraternel des cheminots FF.·. MM.·.; pour en faire partie, il faut appartenir à l'un de nos réseaux de chemins de fer français et y joindre la qualité de F.·. M.·. régulier.

Le Siège Social est à la Taverne Grüber, *15* bis, *boulevard Saint-Denis.*

Il y a *une réunion par mois.* Chaque réunion se compose :

1° A 7 h. du soir, d'une agape fraternelle;

2° A 8 h. 1/2 du soir, d'une conférence.

2e L'Amicale Vinicole.

Cette association groupe tous les FF.·. MM.·. qui appartiennent, à un titre quelconque, au commerce des vins et spiritueux en gros.

Le *Siège Social* est à la Taverne Grüber, *place de la Bastille* (salons du 1er étage).

On s'y rencontre à l'heure de l'apéritif pour y traiter les affaires.

Il y a deux *Assemblées plénières* chaque année : l'une, le premier mercredi de décembre, pour procéder à l'élection du bureau; la seconde, au début de janvier (7 janvier en 1914) pour y entendre le compte-rendu de l'année.

3e Les Chevaliers du Guet.

C'est un nom bien moyen-âgeux pour une association maçonnique. Celle-ci est toute récente, et, ainsi que son nom l'indique, est réservée aux FF.·. MM.·. qui font partie du personnel de la Préfecture de Police. Elle ne date que de quelques mois avant la guerre et n'a pas beaucoup fonctionné depuis.

La réunion pour l'organisation définitive du groupe eut lieu le samedi 14 mars 1914, à 20 heures, dans la salle du comité du *Grand Orient.* On y avait invité tous les FF.·. de la Préfecture de Police.

Le *président* des *Chevaliers du Guet* est le F.·. Morisot.

4e Les FF.·. du Métropolitain.

Ceux-ci, au moins, ne déguisent pas leur personnalité. Le titre même de l'association nous dit ce qu'ils sont : FF.·. MM.·., d'abord, et, ensuite, agents attachés à l'une des lignes du chemin de fer métropolitain.

Le *Siège Social* est à la *Taverne Grüber*, *15* bis, *boulevard Saint-Denis*.

Les réunions mensuelles ont lieu le soir à 9 heures et sont précédées d'un dîner fraternel. Ce dernier est facultatif.

5e Groupe Fraternel de l'Enseignement.

Ce groupement a été réorganisé en 1911 et compte une centaine d'adhérents. Tout adhérent doit avoir cette double qualité : être F.·. M.·. et appartenir au monde Universitaire (il faut faire partie soit de l'enseignement public, soit de l'enseignement privé).

Le *but* est de *combattre les menées sournoises de* l'Eglise Romaine et notamment, dit la circulaire :

1° Les vexations et les persécutions dont les membres de l'enseignement sont l'objet;

2° Les prétentions sans cesse plus arrogantes des sociétés de pères de familles ;

3° La circulaire Barthou relative au choix des livres scolaires.

La *cotisation annuelle* est très modique : 1 fr. 50.

La Société a pour :

Président, le F.·. R. Champion, ancien vénérable de la Loge *France et Colonies;*

Vice-Présidents, le F.·. Minot, vénérable de la Loge *La Chaîne d'Union* ;

Secrétaire, le F.·. Duchêne, 26, rue N.-D. de Nazareth, orateur de la Loge *Les Vrais Experts ;*

Parmi ses membres on compte :

Les FF.·. Chauvelon et Jeannin, inspecteurs primaires en retraite.

6e Groupe Fraternel des Musiciens Maç.·.

En voici, encore, qui ne craignent pas d'afficher leur qualité : ils sont FF.·. MM.·. et en même temps artistes musiciens.

Leur *Siège Social* est à la *Chope Flamande*, 2, *boulevard Barbès*.

Les *réunions* ont lieu :

1° Les 1er, 3e et 5e mercredi de chaque mois de 10 h. à midi ;

2° Les 2e et 4e mercredi de chaque mois de 2 h. à 4 h.

7e L'Union Amicale de Solidarité.

Cette société est des plus importantes et groupe 370 membres. Fondée en 1896, elle a établi son siège social à la *Taverne Grüber*,

15 bis, *boulevard Saint-Denis*. Son but est ainsi défini dans l'article premier de ses statuts :

« Il est formé à Paris une société ayant pour but : D'établir entre « ses membres des liens de solidarité et d'amitié. De faire naître « entre eux à l'aide de relations commerciales honnêtement prati- « quées, une véritable sauvegarde de leurs intérêts en même temps « qu'une estime réciproque.

« De prêter un appui moral à ceux de ses membres qui feraient « appel à son concours pour la défense de leurs droits ou la recherche « d'un emploi.

« D'assister, suivant ses ressources, ceux qui seraient par suite « de revers d'âge ou d'infirmité dans une situation digne d'un acte « de solidarité.

« D'offrir ou d'assurer à ceux qui habitent les départements un « centre de renseignements afin de faciliter leur démarches dans la « capitale et d'y développer leurs relations commerciales ou autres. »

« Pour arriver à ce but, outre ses réunions régulières, elle organise « des banquets, suivis de chants et sauterie, où leurs familles et « amis sont admis les dimanches soirs, au siège social. Pendant « l'été, elle organise des sorties les dimanches en une banlieue très « rapprochée de Paris comme il est indiqué au *Bulletin*. » (*Le Bulletin Hebdomadaire* du *Grand Orient*).

La Société comprend trois sortes de membres :

1° Les *membres titulaires :* ce sont ceux qui prennent l'engagement de verser une cotisation annuelle de 6 francs, payable par année et d'avance, tout en employant leurs efforts à faire prospérer la Société.

2° Les *membres fondateurs :* ce sont ceux qui furent inscrits avant le 31 août 1896 ; ils sont astreints aux mêmes obligations que les membres titulaires.

3° Les *membres correspondants*, ce sont ceux qui sans tirer profit de la Société lui procurent des renseignements ou lui rendent des services dans les départements ; ils sont nommés par le Conseil d'Administration.

Les réunions auxquelles sont invités les sociétaires, sont :

1° Celles du jeudi, de 6 h. 1/2 à 8 h.

2° Un dîner suivi de sauterie, qui a lieu deux fois par mois, le dimanche.

Une Caisse de Secours immédiats a été organisée pour venir en aide à ceux des sociétaires qui tomberaient dans la détresse, ou en cas de maladie, décès, etc. Cette caisse de secours, obligatoire pour

tous, est alimentée par un versement de 1 franc, renouvelable à chaque cas, et indépendant de la cotisation annuelle.

Le *bureau* est ainsi composé :

Président : le F.·. Eugène Lambert, Directeur des Usines Buchet, 74, rue Cormeille, à Levallois-Perret.

Vice-Présidents : les FF.·. Antoine Nicaise, entrepreneur de menuiserie, 14, rue Cafarelli, à Paris ; Hubert Derave, chef de fabrication de vêtements pour garçonnets, 45, avenue de la République, à Paris.

Secrétaire : le F.·. A. Grand, 50, rue N.-D. de Nazareth.

Trésorier : le F.·. Eugène Busson, constructeur électricien, 27, rue Popincourt, à Paris.

Secrétaire-adjoint : F.·. Domin, représentant, 22, rue des Bons-Enfants, à Paris.

Trésorier-adjoint : le F.·. Georges Canavoso, fabricant de désincrustant pour chaudières, 9, avenue Sœur-Rosalie, à Paris.

L'*Union Amicale de Solidarité* est complétée par **La Solidarité Industrielle et Commerciale.**

Celle-ci est une société anonyme à personnel et capital variable.

Son *Siège Social* est 51, boulevard Saint-Martin.

Elle a pour but :

1° De venir en aide à tous les associés dans toutes les circonstances de la vie en leur procurant la facilité de crédit et d'escompte.

2° De faire soit avec des associés, soit avec des tiers, toutes opérations relatives à la Mutualité, au crédit, à l'épargne et à la capitalisation.

3° De créer des carnets de bons d'achats à crédit et au comptant, destinés à mettre en rapport les membres de la société pour toutes les opérations commerciales qu'ils pourront faire entre eux.

Le *Président du Conseil d'administration* est le F.·. Becker, mandataire au Tribunal de Commerce, 5, rue d'Amboise, à Paris.

La *permanence* est établie tous les jeudis, à 7 h. du soir, à la *Taverne Grüber, 15* bis, *boulevard Saint-Denis;* elle est tenue par le F.·. E. Brunet, tailleur, 76, rue Taitbout.

8° L'Union Fraternelle de la Métallurgie et des Industries qui s'y rattachent.

Cette association est ouverte à tous ceux, patrons, ingénieurs, employés ou ouvriers, qui appartiennent à la F.·. M.·. et au monde de la métallurgie.

Son *Siège Social* est établi à la *Taverne Grüber*, *15* bis, *boulevard Saint-Denis*.

Les *réunions* ont lieu deux fois par mois, à 8 h. 1/2 du soir, sous forme de conférences, qui ont toujours un intérêt professionnel.

9e L'Union Fraternelle de l'Exportation.

Elle est ouverte à tous ceux qui s'occupent du commerce de l'exportation : commissionnaires, acheteurs, fabricants, commerçants, représentants et employés sans exception.

Son *Siège Social* est à la *Taverne Grüber*, *15* bis, *boulevard Saint-Denis*.

Les *réunions* ont lieu tous les jeudis, à l'heure de l'apéritif, de 6 heures à 7 heures du soir.

Elle a pour devise : *Concorde*, *Éducation*, *Solidarité*.

10e L'Union Fraternelle des Employés et Représentants du Commerce et de l'Industrie.

Elle réunit tous les employés et les représentants de commerce qui appartiennent à la F.·. M.·.

Le *Siège Social* est encore à la *Taverne Grüber*, *15* bis, *boulevard Saint-Denis*.

Il y a deux sortes de réunions :

1° Tous les lundis, de 18 h. 1/2 à 20 heures, apéritif fraternel dans une salle réservée ;

2° Les 2e et 4e mardis de chaque mois de 9 heures à 10 h. 1/2, réunion spéciale pour les employés d'intérieur : le délégué au placement s'y tient à la disposition de tous les FF.·.

Le *Comité* est ainsi composé :

Président : le F.·. M. Fichelet ;
Secrétaire : le F.·. E. Nerson ;
Trésorier : le F.·. Hulleaut, 110, avenue d'Ivry, à Paris.

11e L'Union Fraternelle du Bâtiment.

Son *but* est ainsi défini : « Se connaître, s'instruire, s'entraider ».

Elle est ouverte à tous ceux qui, étant FF.·. MM.·., appartiennent aux corporations du batiment : architectes, ingénieurs, entrepreneurs, fournisseurs, représentants, commis et ouvriers. Personne n'en est exclu s'il est initié.

Le *Siège Social* est toujours, à la *Taverne Grüber*, *15* bis, *boulevard Saint-Denis.*

Deux sortes de *réunions :*

1° Tous les mardis, le soir, de 6 h. 1/2 à 7 h. 1/2, apéritit fraternel ;

2° Une assemblée mensuelle, comportant une conférence sur un sujet professionnel.

Le *bureau* est ainsi composé :

Président : le F.·. E. Jumel ;
Secrétaire : le F.·. G. Mercier ;
Trésorier : le F.·. E. Grosdidier, 27, rue de la Chine.

Au moment où la guerre a éclaté, on étudiait la création d'une *banque* entre les membres de l'*Union Fraternelle du Bâtiment.*

12° L'Union Fraternelle du Tissu.

Cette dernière association est de date récente, elle ne fut créée qu'en décembre 1913.

Elle réunit dans son sein les patrons, employés et ouvriers de l'industrie textile et des industries qui s'y rattachent. C'est-à-dire : fabricants de tissus, broderies, dentelles, tailleurs, couturiers, confectionneurs et similaires, commerçants, ingénieurs, ouvriers et employés dans ces spécialités.

Le *Siège Social* est à la *Taverne Grüber*, *15* bis, *boulevard Saint-Denis.*

Deux sortes de réunions :

1° Les 2e et 4e mercredis de chaque mois, à 20 h. 30, conférence sur un sujet professionnel ;

2° Les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à 18 h. 20, apéritif fraternel.

Il y a un *droit d'entrée* de 2 francs.

La *cotisation annuelle* est de 6 francs, payable 1 fr. 50 par trimestre.

(A suivre.) G. LA BRÈCHE.

Le Gérant : Flavien BRENIER.

Evreux. — Imp. de l'Eure, 6, rue du Meilet. — G. Poussin, Dr.

